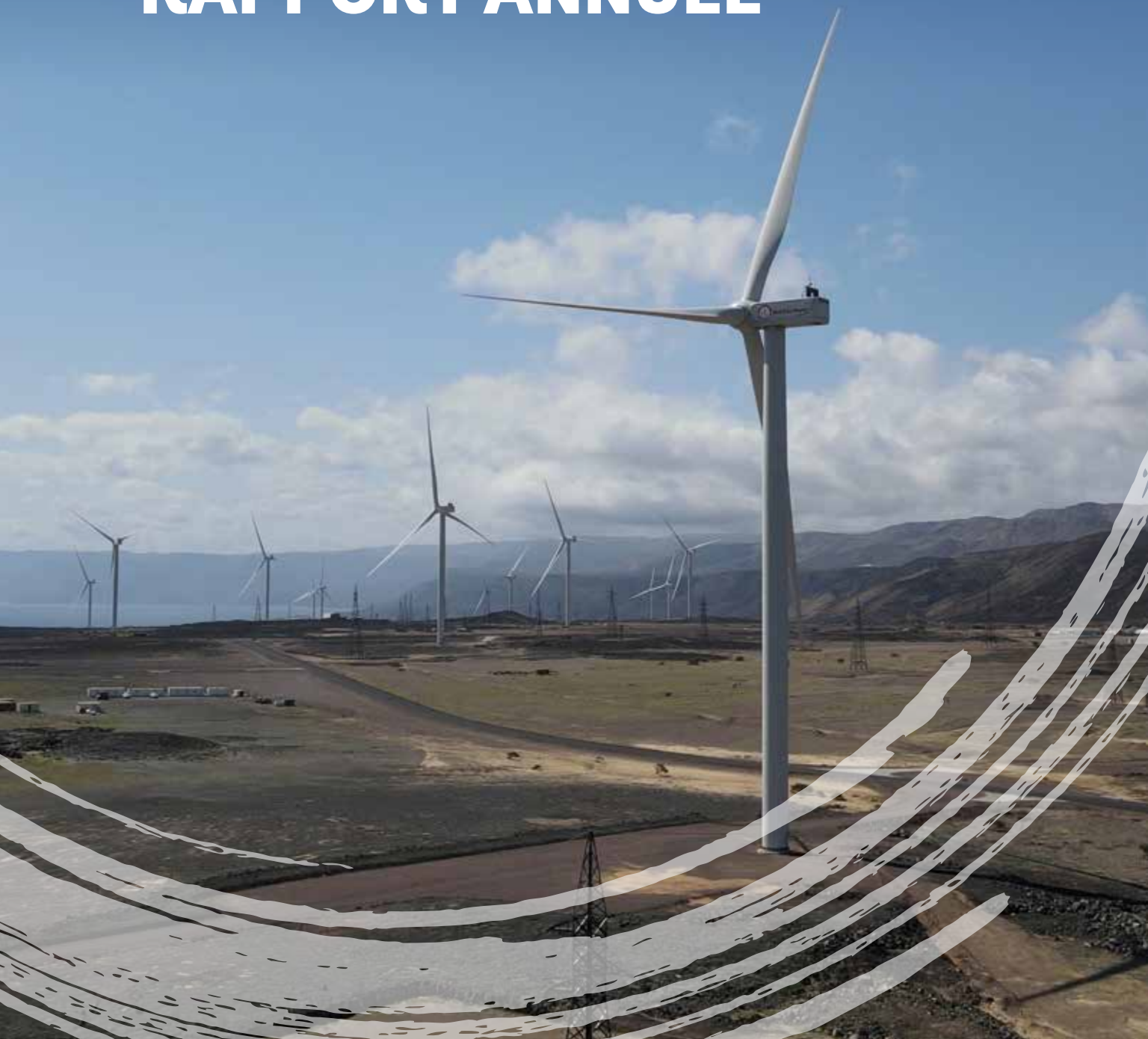


**MIGA | 2024**

# **RAPPORT ANNUEL**



**DEPUIS SA  
CRÉATION  
EN 1988,  
L'AGENCE A ÉMIS  
DES GARANTIES  
D'UNE VALEUR  
DE 84,5 MILLIARDS  
DE DOLLARS POUR  
ACCOMPAGNER  
PLUS DE  
1 030 PROJETS  
DANS 123 PAYS  
HÔTES.**



# À PROPOS DE LA MIGA

**Notre mission est de promouvoir des investissements directs étrangers dans les pays en développement en fournissant des garanties non commerciales (à savoir l'assurance contre les risques politiques, le rehaussement de crédit et des garanties en faveur du financement du commerce) aux investisseurs et aux prêteurs.**

Au cours de l'exercice 24, l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) a émis un montant record de 8,2 milliards de dollars de nouvelles garanties dans le cadre de 40 projets. Grâce à ces projets, la MIGA a continué de s'employer principalement à encourager l'investissement privé afin de faciliter le développement économique dans les pays hôtes en aidant les clients à gérer et à atténuer les risques non commerciaux. Durant l'exercice 24, 95 % des 40 projets étaient liés à au moins un des domaines stratégiques prioritaires de la MIGA : son engagement vis-à-vis des pays admis à bénéficier des ressources de l'Association internationale de développement (IDA) a été substantiel, l'Agence y ayant accompagné 26 projets (65 % du total des projets financés). Les interventions de la MIGA dans les pays en situation de fragilité et de conflit (FCS) ont également été significatives : elle y a soutenu 10 projets, soit 25 % de l'ensemble des interventions. Enfin, les initiatives de financement de l'action climatique ont fait l'objet d'une attention particulière cette année, la MIGA ayant émis des garanties pour 30 projets (soit 75 % du nombre total de projets).

En conséquence, les garanties émises pour l'exercice 24 devraient permettre d'obtenir les résultats suivants :



**Fournir à 2,2 millions de personnes l'accès à l'Internet mobile**



**Ajouter 12,2 millions de nouveaux utilisateurs de services financiers mobiles**



**Générer 657,8 millions de dollars de recettes fiscales par an au profit des États hôtes**



**Éviter l'émission de plus de 647 000 tonnes de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) par an**

En février, le Groupe de la Banque mondiale a annoncé qu'à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2024, une nouvelle plateforme des garanties centralisée regrouperait les experts et les produits de garantie de l'ensemble de l'organisation. La plateforme est hébergée par la MIGA, ce qui facilite l'accès des clients à ces services du Groupe de la Banque.

La MIGA, qui fait partie du Groupe de la Banque, est résolue à maximiser son impact sur le développement et s'attache à promouvoir des projets viables sur le plan économique, environnemental et social. Elle aide les investisseurs à atténuer les risques que présentent les restrictions de convertibilité et de transferts monétaires, les ruptures de contrat par les États, l'expropriation de même que la guerre et les troubles civils. Elle offre également des garanties en vue du financement du commerce, ainsi que des rehaussements de crédit sur les obligations des États et des collectivités territoriales, des entreprises publiques et des banques régionales de développement.

# POUR TENIR NOS ENGAGEMENTS, NOUS DEVONS METTRE AU POINT DE NOUVELLES MÉTHODES DE TRAVAIL PLUS EFFICACES. C'EST-CE QUE NOUS AVONS FAIT AU COURS DE L'EXERCICE 24

AJAY BANGA

Durant l'exercice 24, le Groupe de la Banque mondiale a adopté une nouvelle vision ambitieuse d'un monde sans pauvreté sur une planète vivable. Pour la réaliser, le Groupe de la Banque met en œuvre des réformes afin de devenir un meilleur partenaire pour les États, le secteur privé et, en fin de compte, pour les populations dont nous sommes au service. Au cours de nos 80 années d'existence, notre travail a rarement été autant marqué du sceau de l'urgence : nous observons un ralentissement des progrès de notre lutte contre la pauvreté, une crise climatique existentielle, une dette publique croissante, l'insécurité alimentaire, une reprise inégale après la pandémie et les effets des conflits géopolitiques.

Pour relever ces défis interdépendants, le Groupe de la Banque mondiale doit faire preuve de plus de rapidité, de simplicité et d'efficacité. Nous nous attelons à recentrer notre action pour faire face à ces défis non seulement par le financement, mais aussi par la connaissance. Notre *Pacte pour le savoir au service de l'action*, publié au cours de l'exercice 24, expose dans le détail la manière dont nous donnerons à tous les bénéficiaires du Groupe de la Banque, publics

comme privés, les moyens d'agir en rendant plus accessibles nos riches connaissances en matière de développement. Nous avons également réorganisé les pôles mondiaux d'expertise de la Banque mondiale en cinq vice-présidences — Personnes, Prospérité, Planète, Infrastructures et Numérique — pour plus de souplesse et de rapidité dans la collaboration avec nos clients. Chacune de ces vice-présidences a franchi des jalons importants au cours de l'exercice 24.

Nous assistons les pays dans l'atteinte de l'objectif consistant à fournir des services de santé de qualité à un prix abordable à 1,5 milliard de personnes d'ici à 2030, afin que nos enfants et petits-enfants puissent mener une vie meilleure et en meilleure santé. Cette entreprise s'inscrit dans le cadre de notre effort mondial visant à fournir des soins de base à chaque étape de la vie d'une personne, de la naissance à l'âge adulte, en passant par l'enfance et l'adolescence. Pour aider les populations à résister aux chocs et aux crises alimentaires, nous renforçons les services de protection sociale afin de venir en aide à un demi-milliard de personnes d'ici à la fin de 2030, l'objectif étant que la moitié des bénéficiaires de ces interventions soient des femmes.



Nous aidons les pays en développement à créer des emplois et du travail, les vecteurs les plus sûrs de la prospérité. Au cours des dix prochaines années, 1,2 milliard de jeunes des pays du Sud deviendront des adultes en âge de travailler. Pourtant, au cours de la même période et dans les mêmes pays, seulement 424 millions d'emplois auront été créés, selon les projections. Le coût de l'absence d'espoir d'un emploi ou d'un avenir décent pour des centaines de millions de jeunes est inimaginable ; et nous nous attelons à créer d'urgence des chances pour tous.

En réponse au changement climatique, sans doute le plus grand défi de notre génération, nous consacrons 45 % de nos financements annuels à l'action climatique d'ici à 2025, répartis à parts égales entre l'atténuation et l'adaptation. Nous avons notamment l'intention de lancer au moins 15 programmes nationaux de réduction du méthane d'ici à l'exercice 26, et notre Fonds de partenariat pour la réduction des émissions de carbone forestier a contribué à renforcer les marchés du carbone à haute intégrité.

L'accès à l'électricité est un droit humain fondamental et est à la base de tout effort de développement réussi. Il accélérera la transformation numérique dans les pays en développement, renforcera les infrastructures publiques et préparera les personnes aux emplois de demain. Mais la moitié de la population africaine, soit 600 millions de personnes, n'a pas accès à l'électricité. Pour combler cette lacune, nous nous sommes engagés à fournir l'électricité à 300 millions de personnes en Afrique subsaharienne d'ici à 2030 en partenariat avec la Banque africaine de développement.

Reconnaissant que le numérique est une chance de transformation majeure pour notre temps, nous collaborons avec les gouvernements de plus de 100 pays en développement pour promouvoir l'économie numérique. Notre portefeuille de prêts dans le domaine du numérique représente au total 5,6 milliards de dollars d'engagements en date de juin 2024 ; et notre nouvelle vice-présidence du Numérique dirigera nos efforts pour jeter les bases d'une économie numérique. Les principales initiatives comprendront la construction et l'amélioration des infrastructures numériques et de données, la garantie de la cybersécurité et de la confidentialité des données pour les institutions, les entreprises et les citoyens, ainsi que le développement des services publics numériques.

Pour tenir nos engagements, nous devons mettre au point de nouvelles méthodes de travail plus efficaces. C'est ce que nous avons fait au cours de l'exercice 24. Nous optimisons notre bilan et trouvons de nouvelles possibilités de prendre plus de risques et d'augmenter nos prêts. Nos nouveaux outils de préparation et de réponse aux crises, les Programmes d'action mondiaux et le Fonds pour une planète vivable illustrent la façon dont nous modernisons notre approche afin de mieux stimuler l'impact et les résultats. Notre nouvelle Fiche de performance institutionnelle change radicalement la manière dont nous assurons le suivi des résultats.

Mais nous ne pouvons pas rendre possible le développement à nous seuls. Nous avons besoin que des partenaires des secteurs public et privé se joignent à nos efforts. C'est pourquoi nous travaillons en étroite collaboration avec d'autres banques multilatérales de développement afin d'améliorer la vie des populations des pays en développement de manière tangible et mesurable. L'approfondissement de nos relations avec le secteur privé est illustré par notre Laboratoire de l'investissement privé, qui s'efforce d'éliminer les obstacles aux investissements du secteur privé dans les marchés émergents. Le groupe de base du Laboratoire, composé de 15 directeurs généraux et présidents, se réunit régulièrement et a déjà contribué à nos travaux, notamment à l'élaboration de la Plateforme des garanties du Groupe de la Banque mondiale.

L'impact et les innovations que nous avons réalisés durant l'exercice écoulé nous permettront d'avancer avec une plus grande ambition et un plus grand sens de l'urgence pour améliorer la vie des populations. Je tiens à saluer les efforts remarquables de notre personnel et de nos Administrateurs, ainsi que le soutien indéfectible de nos clients et partenaires. Ensemble, nous abordons l'exercice 25 avec beaucoup d'optimisme et la détermination de créer une Banque meilleure pour un monde meilleur.

### **AJAY BANGA**

Président du Groupe de la Banque mondiale et  
Président du Conseil des Administrateurs

# LES ASSEMBLÉES ANNUELLES DE 2023 ONT MARQUÉ UNE ÉTAPE IMPORTANTE POUR LE GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE, PUISQUE LES MEMBRES DU COMITÉ DU DÉVELOPPEMENT ONT APPROUVÉ LA NOUVELLE VISION DE L'INSTITUTION, CELLE D'UN MONDE SANS PAUVRETÉ SUR UNE PLANÈTE VIVABLE.

Au cours de l'exercice 24, les Administrateurs du Groupe de la Banque mondiale ont soutenu les efforts que l'institution ne cesse de déployer en vue de devenir une Banque meilleure. Ces améliorations opérationnelles arrivent à propos et sont nécessaires : si les perspectives de croissance économique à court terme se sont légèrement améliorées, atténuant les craintes d'une récession mondiale, la reprise postpandémique reste faible dans de nombreux pays en développement, et les tensions sociales préexistantes perdurent. Il est de moins en moins probable que le monde atteigne les objectifs de développement durable à l'horizon 2030, et le changement climatique, l'appauvrissement de la biodiversité et l'escalade des tensions géopolitiques menacent davantage le développement. Pour aider les pays à relever ces défis interdépendants, le Groupe de la Banque mondiale s'est engagé à verser 117,5 milliards de dollars (soit 37,6 milliards de dollars par la BIRD, 31,2 milliards de dollars par l'IDA, 31,7 milliards de dollars par IFC, 8,2 milliards de dollars par la MIGA et 8,9 milliards de dollars au titre des activités de décaissement exécutées par les bénéficiaires) au cours de l'exercice 24.

Les Assemblées annuelles de 2023 ont marqué une étape importante pour le Groupe de la Banque mondiale, puisque les membres du Comité du développement ont approuvé la nouvelle vision de l'institution, celle d'un monde sans pauvreté sur une planète vivable. Depuis lors, le Groupe de la Banque a mis en œuvre des réformes fondamentales pour construire une Banque meilleure, notamment en renforçant son assise financière, en mettant davantage l'accent sur les résultats et en améliorant son efficacité et son efficacité opérationnelles. Le Groupe de la Banque a également mis au point une nouvelle Fiche de performance institutionnelle et des outils de préparation et de réponse aux crises, lancé les Programmes d'action

mondiaux et la Plateforme des garanties du Groupe de la Banque mondiale, élaboré le Pacte pour le savoir au service de l'action, noué quatre nouveaux partenariats (avec la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, la Banque interaméricaine de développement et la Banque islamique de développement) et rationalisé la mise en œuvre du Cadre environnemental et social de la Banque mondiale.

Les Administrateurs se félicitent de l'engagement pris par le Groupe de la Banque de consacrer 45 % de ses financements annuels à l'action climatique d'ici à 2025, répartis à parts égales entre l'atténuation et l'adaptation. IFC et la MIGA intensifieront leurs efforts pour stimuler le financement du secteur privé en faveur de l'adaptation au changement climatique. Les Administrateurs saluent également les engagements pris par le Groupe de la Banque pour 2030, à savoir fournir un accès à l'électricité à 300 millions de personnes en Afrique, en partenariat avec la Banque africaine de développement, et offrir des soins de santé de qualité et à un prix abordable à 1,5 milliard de personnes.

Le Groupe de la Banque a entrepris d'améliorer son modèle de financement afin de créer des communautés plus sûres et plus prospères dans les pays à faible revenu. Depuis les Assemblées annuelles de 2023, le Groupe de la Banque a levé des fonds pour le Mécanisme de gestion des crises de l'IDA et a maintenu la capacité financière de l'IDA à 30 milliards de dollars par an pour les exercices 24 et 25. La direction du Groupe de la Banque a proposé d'améliorer le Cadre d'adéquation des fonds propres de l'IDA, ce qui devrait permettre d'accroître les financements de l'IDA de 20 milliards de dollars jusqu'à l'exercice 37. Les Administrateurs prévoient que les



Première rangée (de gauche à droite) : M. Parameswaran Iyer (Inde) ; M. Abdulagiz Al Mulla (Koweït) ; M. Ernesto Acevedo (Mexique) ; M. Felice Gorordo (États-Unis d'Amérique) (Administrateur suppléant) ; M. Vel Gnanendran (Royaume-Uni) ; M. Matteo Bugamelli (Italie) ; Mme Junhong Chang (Chine) ; M. Dominique Favre (Suisse) ; Mme Ayanda Dlodlo (Afrique du Sud) ; M. Abdoul Salam Bello (Niger) ; et M. Arnaud Buisse (France)

Dernière rangée (de gauche à droite) : M. Daniel Pierini (Argentine) ; Mme Lene Lind (Norvège) ; Mme Katharine Rechico (Canada) ; M. Suhail Saeed (Arabie saoudite) ; M. Michael Krake (Allemagne) ; M. Marcos Chliatto (Brésil) ; M. Hideaki Imamura (Japon) ; M. Floribert Ngaruko (Burundi) ; M. Il Young Park (République de Corée) ; Mme Nathalie Francken (Belgique) ; M. Wempi Saputra (Indonésie) ; M. Eugene Rhuggenaath (Pays-Bas) ; M. Roman Marshavin (Fédération de Russie) ; et M. Tauqir Shah (Pakistan)

fonds générés par ces mesures, associés aux fortes contributions des bailleurs de fonds pour la reconstitution des ressources de l'IDA en décembre 2024, amélioreront les conditions de vie et donneront aux pays les moyens de faire face aux crises immédiates et d'atteindre leurs objectifs de développement à long terme. Au-delà du financement, la réalisation de ces objectifs nécessite l'engagement sans faille des bailleurs de fonds actuels et nouveaux, des pays clients et de la Banque mondiale.

La BIRD a réalisé des progrès significatifs dans l'amélioration de son assise financière tout en continuant à protéger sa note triple A et sa stabilité financière à long terme. De nouveaux instruments financiers, tels que les capitaux hybrides, une plateforme des garanties de portefeuille et le Fonds pour une planète vivable, ont été approuvés et des contributions ont déjà été annoncées par certains actionnaires du Groupe de la Banque. Le Conseil des Administrateurs a récemment approuvé le Cadre d'incitations financières, qui encouragera les pays BIRD à stimuler les investissements dans les programmes d'action mondiaux ayant un impact transfrontalier. Des progrès ont été accomplis dans le renforcement de la valeur du capital exigible. En outre, IFC et la MIGA élargissent leurs offres en matière d'investissement et de garantie, en y incluant de nouveaux instruments pour mobiliser des capitaux privés. Les Administrateurs attendent avec impatience la poursuite de l'opérationnalisation du Fonds pour les pertes et les préjudices, qui devrait constituer une ressource importante pour aider les pays en développement touchés par des catastrophes naturelles liées au changement climatique.

Les Administrateurs se félicitent de l'approfondissement des partenariats du Groupe de la Banque avec les banques multilatérales de développement et le secteur privé. Notre Charte de partenariat pour un Groupe de la Banque mondiale unifié, publiée en mai 2024, met en avant les principes qui définissent notre travail avec les partenaires et réaffirme notre vision du partenaire que nous aspirons à être. Le Laboratoire de l'investissement privé, lancé en juin 2023, s'efforce de lever les obstacles aux investissements du secteur privé dans les marchés émergents.

En se rendant dans plusieurs pays clients durant l'exercice écoulé, les Administrateurs ont pu toucher du doigt l'impact du travail du Groupe de la Banque. Lors de leurs déplacements en Arabie saoudite (décembre 2023), en Chine, aux Fidji et au Samoa (janvier-février 2024), au Kazakhstan, en République kirghize et au Tadjikistan (mars 2024), ainsi qu'au Kenya et en Estonie (mai 2024), les Administrateurs se sont entretenus avec des responsables gouvernementaux de premier plan, des représentants du secteur privé, des membres du personnel du Groupe de la Banque, des bénéficiaires d'opérations du Groupe de la Banque, des bailleurs de fonds et d'autres parties prenantes concernées.

À l'horizon de l'exercice 25, les Administrateurs et la direction restent déterminés à affiner l'approche du Groupe de la Banque afin de mieux servir les populations des pays à faible revenu. Les Administrateurs expriment leur gratitude à Ajay Banga pour le rôle prépondérant qu'il joue dans l'évolution du Groupe de la Banque, et remercient sincèrement l'ensemble du personnel de l'institution pour son travail acharné et son engagement inébranlable en faveur de la mission consistant à mettre fin à la pauvreté sur une planète vivable.

**LA STRATÉGIE DE LA MIGA POUR  
LES EXERCICES 24 À 26 VISE À  
APPROFONDIR SON ENGAGEMENT  
DANS DES DOMAINES CRUCIAUX :  
ACCROÎTRE SES INTERVENTIONS  
DANS LES PAYS IDA ET FCS ET  
ACCROÎTRE SON SOUTIEN AUX  
PROJETS QUI INTÈGRENT LE  
CHANGEMENT CLIMATIQUE  
ET PROMEUVENT L'ÉGALITÉ  
DES GENRES.**

**HIROSHI MATANO**

Vice-président exécutif





Au cours de l'exercice 24, la MIGA a émis un montant record de garanties et a considérablement restructuré ses activités. Nous avons émis 8,2 milliards de dollars de nouvelles garanties dans le cadre de 40 projets, à l'appui de financements d'un montant total de 9 milliards de dollars. Au cours de l'exercice 24, le Groupe de la Banque mondiale a émis 10,3 milliards de dollars de garanties, dont 8,2 milliards de dollars de la MIGA, 1,4 milliard de dollars d'IFC et 0,7 milliard de dollars de la Banque mondiale. Ces chiffres impressionnants témoignent d'une volonté croissante d'investir dans des infrastructures durables dans les pays en développement et de les soutenir.

Sur les 40 projets auxquels nous avons apporté notre appui :

- € **95 %** d'entre eux relèvent d'au moins un de nos domaines stratégiques prioritaires, à savoir les pays pauvres et fragiles, le genre et le climat.
- € **65 %** concernent des pays admis à bénéficier de l'aide de l'IDA (à faible revenu) (3,1 milliards de dollars d'émissions brutes).
- € **25 %** visent des États fragiles ou touchés par un conflit (945 millions de dollars d'émissions brutes).
- € **75 %** contribuent au financement de l'action climatique (2,5 milliards de dollars d'émissions brutes).

À l'échelle régionale, nous avons émis des garanties d'un montant total de 2,9 milliards de dollars en Europe et Asie centrale, 2,7 milliards de

dollars en Afrique subsaharienne, 1,9 milliard de dollars en Amérique latine et dans les Caraïbes, et 449 millions de dollars en Asie du Sud.

Je suis heureux d'annoncer que les garanties que nous avons fournies cette année devraient avoir un impact important dans différents domaines : plus de 600 000 tonnes d'émissions de CO<sub>2</sub> seront évitées chaque année, quelque 280 000 personnes bénéficieront de services d'électricité nouveaux ou améliorés, 2,2 millions de personnes auront accès à l'Internet mobile, 12,2 millions de nouveaux abonnés commenceront à utiliser les services financiers mobiles, et 657,8 millions de dollars de recettes fiscales seront générés chaque année.

La stratégie de la MIGA pour les exercices 24 à 26 vise à approfondir son engagement dans des domaines cruciaux : accroître ses interventions dans les pays IDA et les pays fragiles ou touchés par un conflit (FCS) et accroître son soutien aux projets qui intègrent le changement climatique et promeuvent l'égalité des genres.

## PAYS IDA ET FCS

Les pays IDA (à faible revenu) et FCS peinent encore à se remettre de la pandémie de COVID-19 et des chocs mondiaux qui l'ont suivie. Au cours de l'exercice 24, les garanties de la MIGA en faveur de pays éligibles à l'IDA se sont élevées à 3,1 milliards de dollars, soit 75 % de plus que l'exercice précédent, pour 26 projets menés dans 15 pays des régions d'Afrique et d'Europe et Asie centrale.

Nous avons fourni 945 millions de dollars de garanties dans des pays fragiles et touchés par un conflit, dans le cadre de 10 projets en au Kosovo, au Mozambique, au Nigéria, en République démocratique du Congo et en Ukraine, ainsi que dans une banque régionale de développement en Afrique.

En dépit de conflits persistants et d'un environnement politique et économique difficile, les garanties de la MIGA ont permis d'investir dans les énergies renouvelables en République démocratique du Congo, le plus grand pays d'Afrique subsaharienne par sa superficie. Grâce à notre garantie, 28 000 ménages de l'est du pays auront accès à une électricité fiable et d'un coût abordable. Une fois achevé, le projet offrira le mini-réseau le plus vaste du continent.

De même, nous avons continué d'apporter notre soutien à l'Ukraine, l'aidant à maintenir son économie à flot pendant l'invasion russe qui se poursuit. Depuis la création du Fonds fiduciaire d'appui à la reconstruction et à l'économie de l'Ukraine (SURE) durant l'exercice 23, la MIGA a fourni plus de 217 millions de dollars d'assurance contre les risques politiques en Ukraine. Les projets soutenus par la MIGA créent des emplois et génèrent les recettes fiscales dont l'État a tant besoin.

## CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le changement climatique menace sérieusement de compromettre les ambitions des pays en développement en ce qui concerne la croissance durable et la prospérité économique. La MIGA a émis 2,5 milliards de dollars de garanties en faveur de 30 projets axés sur l'adaptation au changement climatique ou l'atténuation de ses effets dans 22 pays.

L'exercice 24 a été la première année de la mise en œuvre par la MIGA de son engagement d'aligner 85 % de ses opérations sur les objectifs de l'Accord de Paris à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2023 et 100 % à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2025. Cette cible a été dépassée, 100 % des opérations ayant été évaluées comme alignées sur les objectifs de l'Accord de Paris durant l'exercice 24.

À titre d'exemple, notre garantie aidera la plus grande entreprise publique du Chili à décarboner son approvisionnement en électricité en remplaçant le charbon et d'autres combustibles fossiles par des sources renouvelables. En contribuant à la diversification et à l'écologisation du secteur énergétique du Chili, cette garantie permettra aussi au pays de réaliser ses objectifs de durabilité, à savoir devenir neutre en carbone d'ici à 2050. Notre intervention témoigne du rôle que joue le Groupe de la Banque mondiale dans les grandes économies pour aider à lutter contre les émissions mondiales de gaz à effet de serre.

## GENRE

Au cours de l'exercice 24, la MIGA, en collaboration avec la Banque mondiale et IFC, a lancé la Stratégie du Groupe de la Banque mondiale en matière de genre 2024-2030, afin d'accélérer l'égalité des genres et de mettre fin à la pauvreté sur une planète vivable. Des données de plus en plus nombreuses indiquent que l'élimination des barrières liées au genre stimule la productivité économique, réduit la pauvreté, renforce la cohésion sociale et améliore le bien-être et la prospérité aussi bien des générations actuelles que futures. La MIGA collabore avec ses clients pour mettre en avant les préoccupations relatives à l'égalité des genres et à l'accès dans ses projets. Au cours de l'exercice 24, cet effort s'est poursuivi avec l'élaboration de plans d'action en faveur de l'égalité des genres. Ces plans ont tous été préparés dans des pays IDA et/ou FCS, où les problèmes d'inégalité sont souvent plus urgents.

## PLATEFORME DES GARANTIES DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Durant l'exercice 24, nous avons annoncé que la Plateforme des garanties du Groupe de la Banque mondiale serait opérationnelle à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2024. Grâce à cette plateforme, le Groupe de la Banque entend mobiliser des capitaux privés au profit du développement en portant le montant annuel des garanties émises à 20 milliards de dollars d'ici à 2030.

Cette plateforme regroupe les produits de garantie de la Banque mondiale, d'IFC et de la MIGA afin de rationaliser et de simplifier les procédures pour nos clients. La MIGA héberge la plateforme. À mesure qu'elle fonctionne, nous créons un menu de produits simple et accessible ainsi que des procédures allégées.

Ce changement est le plus important qu'ait subi la MIGA depuis 15 ans, et il s'inscrit dans le droit fil de nos objectifs visant à rendre le Groupe de la Banque plus rapide et meilleur, et à répondre aux nombreux besoins des pays en développement en matière d'infrastructures durables.

Pour finir, je tiens à exprimer ma sincère gratitude à nos clients des secteurs public et privé et à nos Administrateurs qui demeurent nos partenaires indéfectibles et ne cessent de nous aider à obtenir des résultats dans toutes les régions du monde. Nous sommes déterminés à bâtir une MIGA et un Groupe de la Banque mondiale plus rapides et plus agiles pour mieux soutenir nos pays membres.

### HIROSHI MATANO

Vice-président exécutif

**EN DÉPIT  
DE CONFLITS  
PERSISTANTS  
ET D'UN  
ENVIRONNEMENT  
POLITIQUE ET  
ÉCONOMIQUE  
DIFFICILE, LES  
GARANTIES  
DE LA MIGA  
ONT PERMIS  
D'INVESTIR DANS  
LES ÉNERGIES  
RENOUVELABLES  
EN RÉPUBLIQUE  
DÉMOCRATIQUE  
DU CONGO.**



# DEVENIR UNE BANQUE MEILLEURE

**Le monde est confronté à un ensemble de défis interdépendants — pauvreté, crise climatique, dette, insécurité alimentaire, pandémies et fragilité — et à la nécessité d'accélérer l'accès à l'air pur, à l'énergie propre et à l'eau saine. Le temps presse.**

Nous avons besoin d'une Banque meilleure pour relever ces défis et ceux de demain. Les dirigeants du G20 ont invité le Groupe de la Banque mondiale à se réformer et à jouer un rôle plus important dans la solution à ces défis. Pour y répondre, nous avons revu à la hausse notre ambition en ce qui concerne la célérité, la simplicité, l'exploitation plus efficace de notre bilan et la collaboration avec nos partenaires et le secteur privé. Voici comment nous améliorons notre approche :



## **Innovations financières**

Nos nouveaux instruments financiers ont vocation à renforcer la capacité de prêt du Groupe de la Banque mondiale et lui permettent de prendre plus de risques face à des défis mondiaux communs. Nous avons dégagé 40 milliards de dollars de notre bilan en 10 ans en ajustant notre ratio prêts/fonds propres. Nous avons lancé un instrument faisant recours à des capitaux hybrides. Lancé en avril 2024, notre fonds pour la promotion d'une planète vivable baptisé *Livable Planet Fund*, offre aux États, aux organisations philanthropiques et à d'autres partenaires la possibilité de contribuer à nos ressources concessionnelles au profit des pays à revenu intermédiaire.



## **Laboratoire de l'investissement privé**

Le Laboratoire de l'investissement privé est une initiative de collaboration entre le Groupe de la Banque mondiale et des dirigeants de grandes entreprises mondiales du secteur privé. Il a pour objectif de mettre au point des solutions aux obstacles existants à l'investissement du secteur privé dans les marchés émergents et les économies en développement. Le groupe de base des membres du Laboratoire, composé de 15 directeurs généraux et présidents d'institutions, a formulé des recommandations sur la certitude réglementaire, le recours accru aux garanties, l'atténuation des risques de change et l'utilisation accrue des modèles d'octroi et de cession de crédits aux fins de la mobilisation de capitaux privés. Leurs retours d'expérience ont déjà éclairé la mise au point de la Plateforme des garanties du Groupe de la Banque mondiale.



### Plateforme des garanties du Groupe de la Banque Mondiale

Cette nouvelle plateforme offre simplicité et accès amélioré à nos produits de garantie, et nous met sur une bonne voie pour porter notre émission annuelle de garanties à 20 milliards de dollars d'ici 2030 et démultiplier les capitaux privés que nous mobilisons.



### Fiche de performance institutionnelle du Groupe de la Banque mondiale

L'éthique de responsabilité et le sens de la précision sous-tendent tout notre travail. Notre nouvelle Fiche de performance institutionnelle est un moyen de mesurer la responsabilité et une pierre angulaire des efforts que nous faisons pour accroître notre efficacité, l'impact de notre action et nos résultats. Cet outil permet à nos actionnaires et aux contribuables de voir clairement l'impact de notre travail, récompensant ainsi leur confiance.



### Consortium chargé de la base de données mondiale sur les risques liés aux marchés émergents (GEMs)

Le Consortium GEMs est composé de 25 banques multilatérales de développement et d'institutions de financement du développement. Le Groupe de la Banque mondiale et le Consortium GEMs œuvrent en faveur de la transparence et mobilisent l'investissement privé dans les marchés émergents en publiant des données complètes sur les risques de crédit.



### Panoplie d'outils pour la préparation et la riposte aux crises

Le Groupe de la Banque mondiale déploie actuellement un ensemble élargi d'outils de préparation et de riposte aux crises destiné à aider les pays en développement à mieux répondre aux crises et à renforcer leur résilience face aux chocs futurs. Les clauses relatives à la résilience climatique de la dette permettent aux petits États d'accorder la priorité au relèvement après une catastrophe plutôt qu'au remboursement de la dette lorsqu'une catastrophe survient.



### Banque de connaissances

Depuis 80 ans, les connaissances occupent une place essentielle pour le Groupe de la Banque mondiale, qui se repositionne non seulement comme mécanisme de financement, mais aussi en tant que source de connaissances. Pour ce faire, nous plaçons des experts à l'avant-garde de notre modèle, qui est piloté par les pays, en travaillant avec les autorités pour élaborer des plans de développement bien précis qui allient leur ambition et notre savoir-faire. Le Pacte pour le savoir au service de l'action décrit cette approche, en mettant l'accent sur quatre domaines : les produits de connaissance nouveaux et actualisés, les partenariats stratégiques, l'apprentissage amélioré et des systèmes de pointe.

# INSTITUTIONS DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Le Groupe de la Banque mondiale est l'une des principales sources de financement et de savoir pour les pays en développement. Les cinq institutions qui le composent partagent la détermination à lutter contre la pauvreté, accroître la prospérité partagée et promouvoir le développement durable.

## MIGA

L'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) fournit des garanties contre les risques non commerciaux afin de faciliter les flux d'investissements étrangers vers les pays en développement.



## IDA

L'Association internationale de développement accorde des dons et des prêts concessionnels aux gouvernements des 75 pays les plus pauvres du monde.



## IFC

La Société financière internationale (IFC) fournit des prêts, des garanties, des fonds propres sous forme de participations, des services-conseil et des services d'élaboration de projets, et mobilise des capitaux additionnels auprès d'autres sources, afin d'accroître les investissements du secteur privé dans les pays en développement.



## BIRD

La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) fournit des produits financiers et des conseils stratégiques pour aider les pays à réduire la pauvreté et à faire profiter l'ensemble de leur population des avantages d'une croissance durable.



## CIRDI

Le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements fournit des facilités internationales pour la conciliation, la médiation, l'arbitrage et le règlement des différends liés aux investissements.

# FINANCEMENTS ACCORDÉS PAR LE GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE À SES PAYS PARTENAIRES

**Tableau 1 : Engagements, décaissements et émissions brutes de garanties du Groupe de la Banque mondiale**

| Par exercice (en millions de dollars)                        | 2020   | 2021   | 2022    | 2023    | 2024    |
|--------------------------------------------------------------|--------|--------|---------|---------|---------|
| <b>GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE</b>                          |        |        |         |         |         |
| Engagements <sup>a</sup>                                     | 83 547 | 98 830 | 104 370 | 128 341 | 117 492 |
| Décaissements <sup>b</sup>                                   | 54 367 | 60 596 | 67 041  | 91 391  | 89 000  |
| <b>BIRD</b>                                                  |        |        |         |         |         |
| Engagements <sup>c</sup>                                     | 27 976 | 30 523 | 33 072  | 38 572  | 37 568  |
| Décaissements                                                | 20 238 | 23 691 | 28 168  | 25 504  | 33 450  |
| <b>IDA</b>                                                   |        |        |         |         |         |
| Engagements <sup>c,d</sup>                                   | 30 365 | 36 028 | 37 727  | 34 245  | 31 195  |
| Décaissements <sup>d</sup>                                   | 21 179 | 22 921 | 21 214  | 27 718  | 28 247  |
| <b>IFC</b>                                                   |        |        |         |         |         |
| Engagements <sup>e</sup>                                     | 17 604 | 20 669 | 22 229  | 27 704  | 31 654  |
| Décaissements                                                | 10 518 | 11 438 | 13 198  | 18 689  | 19 147  |
| <b>MIGA</b>                                                  |        |        |         |         |         |
| Engagements                                                  | 3 961  | 5 199  | 4 935   | 6 446   | 8 204   |
| <b>COMPTE DE DÉCAISSEMENTS EXÉCUTÉ PAR LES BÉNÉFICIAIRES</b> |        |        |         |         |         |
| Engagements                                                  | 3 641  | 6 411  | 6 407   | 21 374  | 8 871   |
| Décaissements                                                | 2 433  | 2 546  | 4 461   | 19 480  | 8 156   |

a. Inclut les engagements de la BIRD, de l'IDA et d'IFC et les engagements au titre des Activités de décaissement exécutées par les bénéficiaires (REDA), ainsi que les émissions brutes de garanties de la MIGA. Étant donné que les engagements au titre des Activités de décaissement exécutées par les bénéficiaires englobent tous les dons exécutés par les bénéficiaires, le montant total des engagements du Groupe de la Banque mondiale est différent du montant présenté dans la Fiche de performance institutionnelle, lequel ne se rapporte qu'à un sous-ensemble d'activités exécutées au moyen de fonds fiduciaires. Les engagements rapportés au titre des Activités de décaissement exécutées par les bénéficiaires sont les montants des Dons bruts approuvés.

b. Inclut les décaissements de la BIRD, de l'IDA et d'IFC, ainsi que les décaissements au titre des Activités de décaissement exécutées par les bénéficiaires.

c. Ces montants sont nets des opérations totalement résiliées ou annulées relatives à des engagements approuvés durant le même exercice.

d. Les engagements et décaissements n'incluent pas les activités menées dans le cadre du Guichet de promotion du secteur privé de l'IDA, d'IFC et de la MIGA.

e. Inclut les engagements à long terme au titre du compte propre d'IFC et les engagements de financement à court terme. N'inclut pas les fonds mobilisés auprès d'autres investisseurs.



# ENGAGEMENTS MONDIAUX

Durant l'exercice 24, le Groupe de la Banque mondiale a fourni des financements indispensables, mené des travaux de recherche et d'analyse et collaboré avec les États, le secteur privé et d'autres institutions pour relever les défis mondiaux.

**117,5 MILLIARDS DE DOLLARS  
SOUS FORME DE PRÊTS, DE DONs,  
DE PRISES DE PARTICIPATION  
ET DE GARANTIES EN FAVEUR  
DE PAYS PARTENAIRES ET  
D'ENTREPRISES PRIVÉES.**

Le montant total inclut les opérations multirégionales et mondiales. Les chiffres totaux des différentes régions prennent en compte les engagements d'IFC, qui ont été recalculés de manière à cadrer avec la classification régionale de la Banque mondiale en additionnant les engagements par pays au sein de chacune des régions de la Banque mondiale.

**MONDE**  
**0,4**  
**MILLIARD**  
**DE DOLLARS**

**EUROPE ET  
ASIE CENTRALE**  
**24,7**  
**MILLIARDS**  
**DE DOLLARS**

**MOYEN-ORIENT ET  
AFRIQUE DU NORD**  
**6,5**  
**MILLIARDS**  
**DE DOLLARS**

**AMÉRIQUE LATINE  
ET CARAÏBES**  
**19,4**  
**MILLIARDS**  
**DE DOLLARS**

**AFRIQUE  
SUBSAHARIENNE**  
**38,0**  
**MILLIARDS**  
**DE DOLLARS**

**ASIE DE L'EST  
ET PACIFIQUE**  
**12,5**  
**MILLIARDS**  
**DE DOLLARS**

**ASIE DU SUD**  
**15,9**  
**MILLIARDS**  
**DE DOLLARS**

# RAPPORT ANNUEL DE LA MIGA





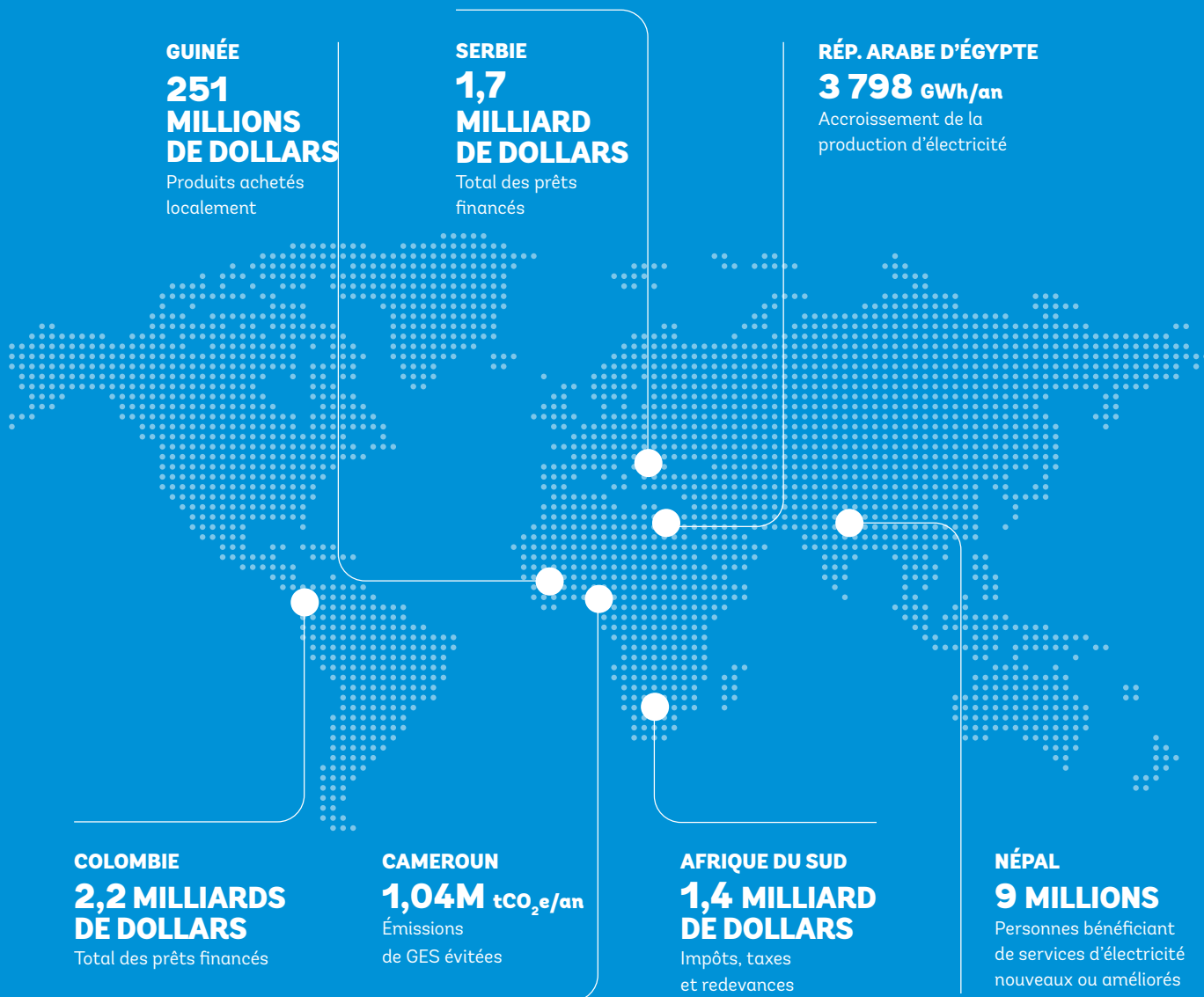
# **ACTION DE LA MIGA DANS LE MONDE ET RÉSULTATS DANS LES PAYS**

**Émissions brutes  
pour l'Ex. 24**

**8,2  
MILLIARDS  
DE DOLLARS**

# RÉSULTATS D'UN ÉCHANTILLON DE PAYS\*

\* Les chiffres renvoient à des projets signés entre les exercices 15 et 24



|                                                               |                                                            |                                               |                                                          |                                                  |
|---------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|----------------------------------------------------------|--------------------------------------------------|
| <b>1,9 MILLIARD DE DOLLARS</b><br>Amérique latine et Caraïbes | <b>2,9 MILLIARDS DE DOLLARS</b><br>Europe et Asie centrale | <b>449 MILLIONS DE DOLLARS</b><br>Asie du Sud | <b>2,7 MILLIARDS DE DOLLARS</b><br>Afrique subsaharienne | <b>382 MILLIONS DE DOLLARS</b><br>Mondial/Autres |
|---------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|----------------------------------------------------------|--------------------------------------------------|

# **IMPACT ATTENDU SUR LE PLAN DU DÉVELOPPEMENT**

**pour les projets approuvés  
durant l'exercice 24**





**12,2**  
MILLIONS

**NOUVEAUX ABONNÉS  
AUX SERVICES  
D'ARGENT MOBILE**



**218,6**  
MILLIONS  
DE DOLLARS

**PRODUITS ACHETÉS  
LOCALEMENT PAR AN**



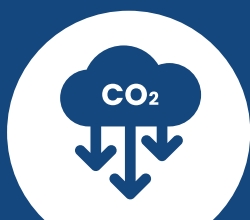
**657,8**  
MILLIONS  
DE DOLLARS

**TAXES, IMPÔTS  
ET REDEVANCES  
PAYÉS PAR AN AUX  
ÉTATS HÔTES**



**2,2**  
MILLIONS

**NOUVEAUX ABONNÉS  
AUX SERVICES DE  
DONNÉES MOBILES**



**647 000**  
tCO<sub>2</sub>e/an

**ÉMISSIONS DE  
GES ÉVITÉES**



**4,8** MILLIARDS  
DE DOLLARS

**VOLUME DES  
PRÊTS FINANCÉS**



**9** MILLIARDS  
DE DOLLARS

**MONTANT TOTAL  
DU FINANCEMENT  
DES ACTIVITÉS  
(SOURCES PUBLIQUES ET PRIVÉES)**

# NOUVELLE PLATEFORME DES GARANTIES DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

## POUR PLUS D'EFFICIENCE ET D'IMPACT

Selon le dernier rapport de la Banque mondiale sur les Perspectives économiques mondiales, si l'économie mondiale devrait se stabiliser en 2024 pour la première fois en trois ans, une économie en développement sur quatre devrait être plus pauvre qu'elle ne l'était à la veille de la pandémie de COVID-19 en 2019. Cette proportion est deux fois plus élevée dans les pays en situation de fragilité et de conflit. En outre, le revenu par habitant dans ces économies devrait augmenter de 3 % en moyenne jusqu'en 2026, bien en deçà de la moyenne de 3,8 % enregistrée au cours de la décennie précédant la pandémie. Ces problèmes font qu'il est de plus en plus difficile pour ces pays d'attirer les capitaux privés dont ils ont besoin pour poser les bases d'une croissance économique accélérée.

Les bailleurs de fonds bilatéraux et les banques multilatérales de développement ne disposent pas à eux seuls des ressources nécessaires pour résoudre ces problèmes. Il est essentiel de mobiliser des capitaux privés pour contribuer à l'effort.

L'année dernière, le Groupe de la Banque mondiale a lancé le Laboratoire de l'investissement privé, une initiative de collaboration entre le Groupe de la Banque et les directeurs généraux de grandes institutions mondiales du secteur privé visant à mettre au point des approches spécifiques pouvant être appliquées et élargies par la Banque mondiale afin de mobiliser plus efficacement les capitaux privés. Cette collaboration permet en outre de relever les obstacles à l'investissement du secteur privé dans les marchés émergents et de proposer des solutions potentielles ainsi que de fournir des conseils spécifiques sur les difficultés de l'utilisation des instruments de garantie.

Dans le cadre des efforts déployés pour répondre au besoin de mobiliser davantage de capitaux privés, le Groupe de la Banque a annoncé qu'à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2024, ses activités de garantie seraient fondamentalement réorganisées pour plus de simplicité, un meilleur accès et plus de célérité dans l'exécution grâce à une nouvelle place de marché pratique : les Garanties du Groupe de la Banque mondiale.

Ces garanties de prêt et d'investissement peuvent s'avérer de puissants catalyseurs pour attirer les investissements du secteur privé et les financements commerciaux, et stimuler ainsi la croissance économique et l'amélioration des services publics dans les pays en développement. Les produits de garantie sont hébergés par la MIGA, ce qui facilite le travail entre les clients et le Groupe de la Banque. Cela devrait permettre d'atteindre l'objectif de porter le montant annuel des garanties émises à 20 milliards de dollars d'ici à 2030.

Le Groupe de la Banque propose une vingtaine de solutions de garantie à travers ses différentes institutions. Chacune de ces solutions s'accompagne de procédures, de règles et de normes différentes. En fin de compte, cela limite leur potentiel et complique l'accès pour les clients. En regroupant les produits de garantie dans un seul menu simplifié, la plateforme offre une expérience plus conviviale et permet ainsi d'attirer davantage de capitaux privés vers les économies en développement afin de créer un réel impact.

La réorganisation s'articule autour de six réformes concrètes :

### **STRUCTURE CONDENSÉE**

Réunir sous un même « toit » les experts en garantie de l'ensemble du Groupe de la Banque mondiale, offrant ainsi aux clients une expérience fluide et un accès plus facile à toute la gamme de garanties.

### **MENU DE PRODUITS SIMPLIFIÉ ET COMPLET**

Regrouper toutes les garanties du Groupe de la Banque mondiale dans un menu unique, permettant ainsi aux clients d'identifier et de choisir facilement l'instrument de garantie le mieux adapté à leurs besoins.

### **PROCÉDURE SIMPLIFIÉE**

Adopter une approche commune pour l'examen des garanties et supprimer les procédures redondantes, apportant ainsi transparence et certitude à nos clients tout au long de notre processus de garantie et leur offrant en outre une meilleure expérience client.

### **UNE PLUS GRANDE ACCESSIBILITÉ**

Investir dans une expérience client plus accessible en étoffant nos équipes chargées des garanties et en formant notre personnel dans le monde entier, afin de permettre aux clients du secteur privé et des pays d'accéder facilement aux garanties où qu'ils se trouvent dans le monde.

### **ÉCHELLE**

Appliquer une approche pondérée par les risques qui concentre les ressources sur les projets et les portefeuilles de projets à fort impact, ce qui réduit les analyses de risques redondantes et libère les capacités pour se concentrer sur des problèmes plus complexes.

### **DES OUTILS INNOVANTS**

Offrir des produits de garantie qui permettront au secteur privé de s'impliquer davantage dans la résolution des problèmes de développement d'aujourd'hui.



# PROJETS PHARES

**Zoom sur les projets de la MIGA  
durant l'exercice 24**



## ACCROÎTRE L'ACCÈS À UNE ÉNERGIE DURABLE

Avec un taux d'électrification de 19 % seulement, la République démocratique du Congo compte le deuxième plus grand nombre de personnes privées d'accès à l'électricité dans le monde (environ 77 millions). Les ménages comme les entreprises sont touchés, l'électricité étant soit coûteuse, peu fiable et peu durable, soit inaccessible. Grâce aux garanties de la MIGA, le développement, la construction et l'exploitation de mini-réseaux solaires hybrides dans le pays par l'intermédiaire de *Nuru SASU* permettront de produire jusqu'à 15 MW d'énergie renouvelable. Une fois achevé, le projet fournira une électricité plus fiable et d'un coût plus abordable à environ 28 000 ménages et entreprises.

L'investissement dans les mini-réseaux à travers ce projet cadre parfaitement avec l'initiative DARES de la Banque mondiale, qui vise à accélérer l'électrification en Afrique afin de parvenir à l'accès universel à l'horizon 2030. La République démocratique du Congo est l'un des premiers pays ciblés. Le déploiement de mini-réseaux par le secteur privé est au cœur de la stratégie du pays visant à accélérer l'accès à l'électricité pour atteindre sa cible de 30 % d'ici à 2024. Le projet fournit une source verte et fiable d'électricité dans les zones non desservies ou mal desservies par la compagnie nationale d'électricité et réduira les émissions de gaz à effet de serre (GES) de plus de 9 000 tonnes de CO<sub>2</sub> par an. Il contribue en outre à l'objectif du Groupe de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement de fournir l'électricité à 300 millions de personnes en Afrique et d'en généraliser l'accès à l'horizon 2030.

La MIGA a fourni une garantie à *Congo Energy Solutions Limited* (CESL), mobilisant à cet effet le Guichet de promotion du secteur privé de l'IDA et son propre Fonds fiduciaire catalyseur des énergies renouvelables. L'enveloppe d'IFC, engagée en juillet 2023, comprenait également un investissement subordonné en quasi-fonds propres par le biais du programme Finlande-IFC de financements mixtes en faveur du climat. L'Alliance solaire internationale (ISA), qui a établi un partenariat avec la MIGA au cours de l'exercice 24, a fourni un appui sous forme de financement au projet. Le projet illustre l'approche d'un Groupe de la Banque mondiale uni dans l'action, la MIGA, IFC et la Banque mondiale travaillant ensemble pour innover et mobiliser des partenariats afin de concrétiser un investissement.



### INDE

## DÉVELOPPER LES CHEMINS DE FER ET ACCROÎTRE LA CONNECTIVITÉ

Le chemin de fer indien est le quatrième plus grand réseau ferroviaire au monde. Le transport de marchandises est essentiel à la croissance économique de l'Inde, et le rail est le mode de transport de marchandises et de passagers offrant le meilleur rapport coût-efficacité. La Vision 2030 du Plan ferroviaire national de l'Inde vise à mettre en place des corridors réservés au fret afin d'augmenter et de maintenir la part du chemin de fer dans les transports à 45 % du trafic des marchandises.

La première garantie majeure accordée au pays par la MIGA permettra d'achever le Corridor oriental réservé au fret — une voie ferrée longue de 794 kilomètres — et d'atteindre le « dernier kilomètre » de connectivité entre le corridor de fret et les terminaux logistiques. Grâce à une technologie de pointe, notamment des wagons de haute qualité et des vitesses plus élevées, des trains plus longs, alimentés en électricité par des câbles aériens, transporteront des charges de marchandises plus importantes. En outre, la centralisation de la gestion et de la supervision du trafic permettra de suivre les informations en temps réel sur les trains, les systèmes d'alimentation et la signalisation, ce qui réduira les embouteillages et profitera aux passagers. En particulier, le projet soutenu par la MIGA permettra à la DFCCIL, une entreprise publique, d'accéder à des financements commerciaux privés et aux marchés internationaux, alors qu'elle avait habituellement accès aux prêts de la Banque mondiale. C'est une première historique pour la MIGA en Inde.

En améliorant la qualité et la fiabilité des services de fret dans les régions géographiques reliées par le corridor, ce projet entraînera une réduction nette de 1,02 million de tonnes d'émissions de gaz à effet de serre ainsi que l'amélioration des chaînes d'approvisionnement nationales et de la connectivité régionale. Il favorisera en outre le développement de nouvelles entreprises et industries le long du corridor.



## UKRAINE

# SOUTENIR LES EFFORTS DE RECONSTRUCTION

L'Ukraine continue de subir les conséquences de l'invasion russe sur les plans économique et humanitaire, ce qui a des répercussions négatives importantes sur son programme de développement. Conformément à sa stratégie en Ukraine, la MIGA a continué de soutenir le pays au cours de l'exercice 24 en fournissant des garanties, contribuant autant que possible à réduire la perturbation des opérations et des investissements du secteur privé en vue du redressement et de la reconstruction du pays. Ces garanties ont permis de mobiliser des investissements directs étrangers (IDE) en Ukraine en couvrant les projets d'investissement contre les risques politiques, d'améliorer l'accès des Ukrainiens au crédit en contribuant à alléger les exigences de fonds propres imposées aux filiales ukrainiennes de banques étrangères, et de faciliter les importations de biens essentiels en Ukraine en soutenant le financement du commerce. Il est à noter que ces garanties de la MIGA peuvent aider les pays même en période de conflit actif.

Par exemple, la MIGA a fourni un appui d'urgence au projet de parc industriel M10 dans l'ouest de l'Ukraine et aidera à la construction et à l'exploitation d'un entrepôt ainsi que d'infrastructures connexes. Les nouveaux entrepôts industriels et logistiques sont essentiels pour une activité économique soutenue aussi bien aujourd'hui que pendant la période de reconstruction. Ce projet contribuera à favoriser la croissance économique de l'Ukraine pendant cette période difficile en créant de nouveaux emplois, en générant des recettes fiscales et en offrant aux entreprises déplacées une solution de rechange pour poursuivre leurs activités.

Le Fonds fiduciaire d'appui à la reconstruction et à l'économie de l'Ukraine (SURE), créé au cours de l'exercice 23, a facilité la couverture du projet M10 en Ukraine. SURE a fourni 4 millions de dollars sur les 9,1 millions de dollars de la garantie en vue de soutenir le projet. Le projet M10 s'aligne sur deux des priorités stratégiques de la MIGA, à savoir encourager des initiatives du secteur privé dans des situations de fragilité et de conflit et financer l'action climatique, l'installation ayant obtenu une certification internationale de construction écologique pour sa durabilité environnementale et son efficacité énergétique.

## MOBILISER DES CAPITAUX POUR UN FINANCEMENT DURABLE

Le Mexique est la 14<sup>e</sup> économie du monde si l'on considère le produit intérieur brut (PIB). Toutefois, en 2022, le crédit intérieur au secteur privé aurait représenté 35,6 % du PIB, contre 57,1 % pour la région Amérique latine et Caraïbes. Pour accompagner l'expansion des projets de développement durable du Mexique et son objectif de verdissement de l'économie, la MIGA a accordé une garantie de 1,85 milliard de dollars à la société britannique *HSBC Holdings plc* destinée à financer des sous-projets de financement climatique éligibles par l'intermédiaire de sa filiale *HSBC Mexico*. Cette garantie de la MIGA, sa transaction la plus importante à ce jour, complètera la stratégie globale de HSBC en matière de neutralité carbone en soutenant ses investissements dans le financement de l'action climatique. Ces investissements devraient couvrir un large éventail de secteurs, notamment les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, les transports non polluants et l'agriculture durable.

Les garanties au titre de l'optimisation du capital qu'émet la MIGA apportent un allègement des exigences réglementaires dont ont grand besoin les économies émergentes. Grâce à l'augmentation de la capacité de prêt, des secteurs clés de l'économie mexicaine peuvent opérer une transition vers un avenir plus durable et contribuer à faciliter la croissance des opérations de *HSBC Mexico*.



### CÔTE D'IVOIRE

## RENFORCER LE FINANCEMENT DU COMMERCE

Bien qu'elle soit la plus grande économie de l'Union économique et monétaire ouest-africaine, la Côte d'Ivoire continue de subir à la fois les effets persistants de la pandémie de COVID-19 sur l'économie et les pressions inflationnistes actuelles au niveau mondial. Premier exportateur mondial de cacao et de noix de cajou brutes et exportateur net de pétrole, doté d'un important secteur manufacturier, le pays a besoin de liquidités à court terme, de fonds de roulement et de mécanismes de financement du commerce pour répondre aux besoins de développement cruciaux du gouvernement et atteindre ses objectifs de développement. Pour aider à renforcer la résilience économique de la Côte d'Ivoire, la MIGA a fourni une garantie couvrant une facilité de prêt commercial au pays pour des paiements à des fournisseurs d'importations essentielles dans des secteurs clés de l'économie tels que la santé, les infrastructures et l'agriculture.

La garantie de la MIGA contribue également à l'atteinte des objectifs du plan quinquennal de la Côte d'Ivoire. Grâce à un investissement de 100 milliards de dollars jusqu'en 2025, le gouvernement entend accélérer la transformation structurelle de l'économie du pays et améliorer l'accès de sa population à l'éducation, à l'eau potable, à l'électricité, à la santé, à la protection sociale et à l'emploi. Le gouvernement a en outre fait du développement du secteur privé une priorité absolue, afin d'en faire un moteur de l'économie ivoirienne.

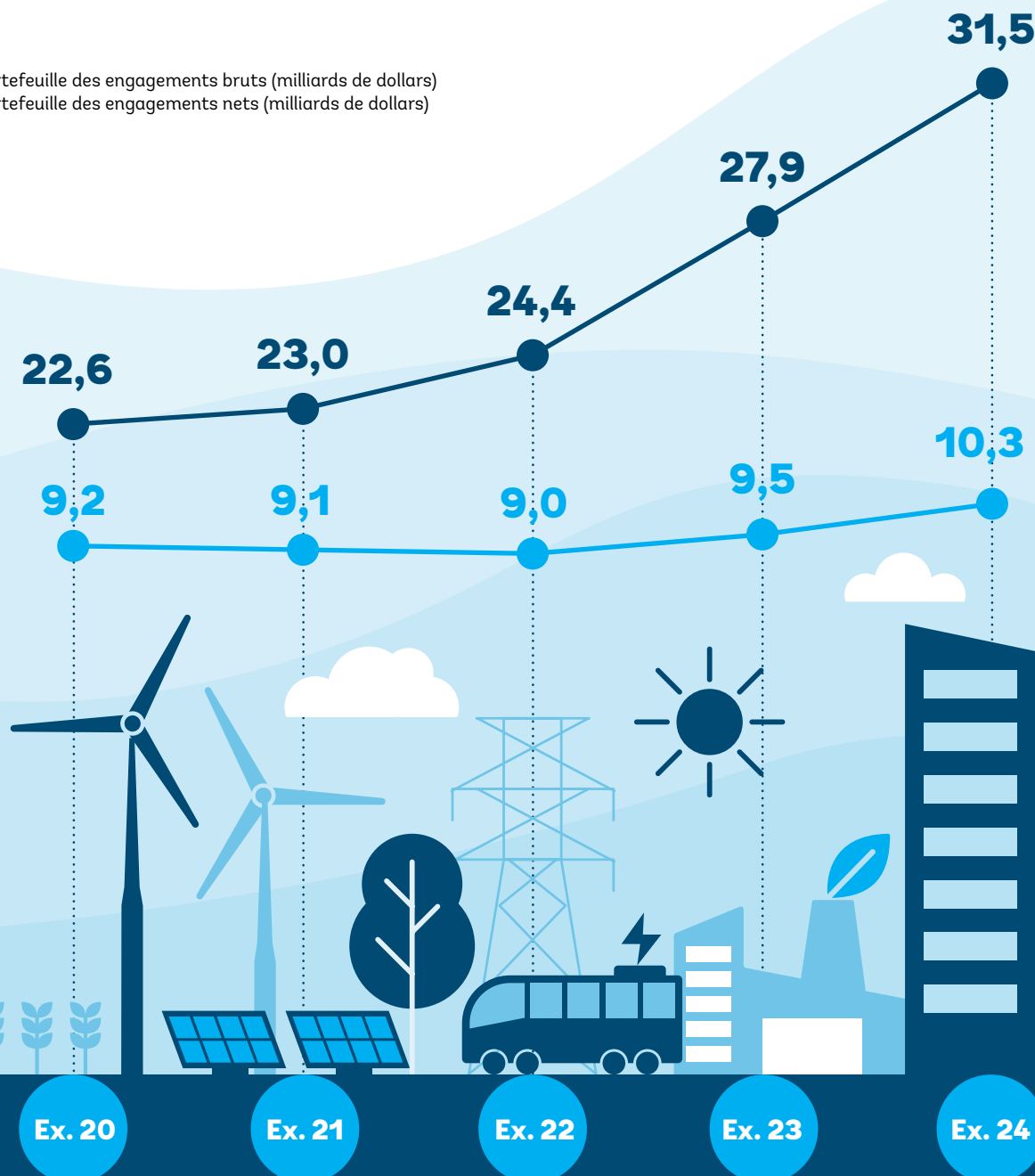


# **BILAN DES ACTIVITÉS ET DES OPÉRATIONS**

# PORTEFEUILLE DES ENGAGEMENTS

Alors que la croissance mondiale s'est stabilisée, quoiqu'à un rythme insuffisant pour progresser vers les principaux objectifs de développement, ce qui met en péril le développement économique, la MIGA a déployé un programme de 8,2 milliards de dollars de nouvelles garanties au cours de l'exercice 24. Cette année, sur les 40 projets qu'a accompagnés l'institution, 95 % portaient sur au moins un des domaines prioritaires stratégiques, à savoir les pays IDA et FCS et le financement climatique. Au 30 juin 2024, les engagements bruts de la MIGA s'élevaient à 31,5 milliards de dollars et ses engagements nets à 10,3 milliards de dollars.

■ Portefeuille des engagements bruts (milliards de dollars)  
■ Portefeuille des engagements nets (milliards de dollars)



# DOMAINES PRIORITAIRES





# STRATEGIC PRIORITY AREAS

Dans sa stratégie pour les exercices 24 à 26, l'Agence se fixe pour objectif de continuer à approfondir son action dans les domaines essentiels :

---

**ACCROÎTRE LES INTERVENTIONS DANS LES PAYS IDA ET LES ÉTATS FRAGILES ET TOUCHÉS PAR UN CONFLIT (FCS)**

---

**SOUTENIR DAVANTAGE LES PROJETS LUTTANT CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE**

---

**INTENSIFIER LA COLLABORATION AVEC LES CLIENTS POUR FAIRE PROGRESSER L'ÉGALITÉ DES GENRES**

## PAYS IDA ET FCS

Les pays IDA (à faible revenu) et FCS continuent de ressentir les effets de la pandémie de COVID-19 et des chocs mondiaux ultérieurs, qui ont effacé les progrès accomplis de haute lutte en matière de réduction de la pauvreté et de développement. D'ici à la fin de 2024, une économie en développement sur quatre devrait être plus pauvre qu'elle ne l'était à la veille de la pandémie. D'ici à 2026, la croissance de bon nombre de ces pays sera toujours plus lente, en moyenne, qu'elle ne l'était au cours de la décennie précédant la pandémie. La croissance du revenu par habitant dans ces économies ne devrait être que de 3 % en moyenne jusqu'en 2026, bien en deçà de la moyenne de 3,8 % enregistrée au cours de la décennie précédant la COVID-19.

Les engagements de la MIGA en faveur des pays admis à emprunter à l'IDA au cours de l'exercice 24 ont été considérables, avec des garanties d'un montant total de 3,1 milliards de dollars, soit 38 % de l'ensemble des garanties émises. Les engagements dans cette catégorie de pays visaient 26 projets (65 % du total des projets financés) dans 15 pays des régions d'Afrique et d'Europe et Asie centrale.

Les engagements de la MIGA dans les FCS ont aussi été importants, des garanties d'une valeur de 945 millions de dollars ayant été émises à l'appui de 10 projets, représentant 25 % de l'ensemble des projets soutenus, dans cinq pays (Kosovo, Mozambique, Nigéria, République démocratique du Congo et Ukraine) et une banque régionale de développement en Afrique.

## CHANGEMENT CLIMATIQUE

Les initiatives de financement de l'action climatique ont fait l'objet d'une attention particulière au cours de l'exercice 24, la MIGA ayant émis des garanties pour 30 projets (75 % du nombre total de projets) dans 22 pays, en appui aux efforts d'atténuation ou d'adaptation. Lors de l'exercice 24, la part des garanties consacrées au financement climatique s'est élevée à 2,5 milliards de dollars au total, soit 38 % du montant total des investissements garantis.

La mise en place du premier système de transport rapide par bus entièrement électrique au Sénégal et le soutien à l'ouverture d'une ligne de crédit pour le financement de projets d'atténuation et d'adaptation au Botswana offrent deux exemples de projets climatiques notables réalisés cette année.

Les produits de la MIGA ont aidé des investisseurs transfrontaliers à protéger leurs investissements à long terme dans des activités d'atténuation ou d'adaptation face aux aléas climatiques dans divers marchés et régions. L'Agence, qui fait partie des rares institutions qui offrent des garanties assorties d'échéances à long terme, contribuera considérablement à aider les investisseurs à déterminer et relever les défis climatiques d'une part, et à enraciner une action climatique porteuse de transformations, d'autre part.

Au cours de l'exercice 24, la MIGA a entamé la mise en œuvre de son engagement visant à aligner 85 % de ses opérations approuvées par le Conseil sur les objectifs de l'Accord de Paris à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2023 et 100 % à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2025. Cet objectif a été dépassé : à la fin de l'exercice 24, 100 % des nouvelles opérations ont été jugées conformes aux objectifs de l'Accord de Paris.

La MIGA est déterminée à promouvoir des projets durables sur les plans économique, environnemental et social et susceptibles d'avoir un impact fort sur le développement.

## GENRE

L'égalité des genres est un impératif immédiat. Les crises, les conflits et des problèmes mondiaux tels que le changement climatique, les pandémies, la pénurie de ressources naturelles et les transitions technologiques exacerbent les inégalités entre les hommes, les femmes, les garçons et les filles. Le Groupe de la Banque mondiale et la MIGA considèrent le genre comme un domaine prioritaire fondamental. La nouvelle stratégie du Groupe de la Banque mondiale en matière de genre 2024-2030, lancée au cours de l'exercice 24, met l'accent sur l'action concertée, les financements et des programmes à grande échelle de promotion du bien-être fondamental, de la participation économique et du leadership des femmes.

L'égalité des genres fait partie intégrante de notre stratégie et de notre collaboration avec les clients. De surcroît, nos clients nous demandent de plus en plus de les accompagner dans leur parcours vers l'égalité des genres. Au cours de l'exercice 24, tous les projets comportant des indicateurs de la dimension genre ont été réalisés dans des pays IDA (à faible revenu) d'Afrique subsaharienne, dont certains aussi dans des pays en situation de fragilité et de conflit (FCS).

Par exemple, un client de la MIGA en Guinée s'attaquera aux problèmes liés au genre dans l'emploi, l'accès au numérique et la culture numérique. Les interventions dans ce cas consisteront notamment à accroître le nombre de femmes occupant des postes techniques et numériques, à accroître la représentation des femmes au sein de la haute direction et à promouvoir l'accès des femmes et des groupes mal desservis aux compétences technologiques ainsi qu'aux services de télécommunications et aux services financiers mobiles.

L'ambition de la MIGA en matière de genre reste axée sur l'impact à travers ses clients. Nous reconnaissons que nous avons la possibilité et la responsabilité de mobiliser des capitaux pour faire progresser l'égalité des genres.

# INNOVATION

**Grâce à l'innovation, la MIGA peut intervenir davantage avec ses produits, approfondir son impact sur le développement et évoluer au rythme d'un marché des investissements dynamique dans les économies en développement. En même temps qu'elle suit l'évolution de ces marchés, l'Agence développe des innovations qui lui permettront de produire les meilleurs résultats envisageables en matière de développement dans les pays et aideront ses clients à élargir leurs possibilités d'investissement.**

## ALLÈGEMENT DES EXIGENCES RÉGLEMENTAIRES

La MIGA continue d'utiliser son produit d'optimisation du capital pour alléger les exigences de fonds propres imposées aux banques. Ce produit permet aux banques de poursuivre leurs activités de prêt pendant les périodes de récession économique. La MIGA a, en outre, considérablement utilisé son produit d'optimisation du capital pour accroître le financement de l'action climatique par ses clients institutions financières et elle prévoit d'ailleurs d'accélérer le déploiement de cette solution. L'institution réfléchit de surcroît à la possibilité de créer un instrument similaire pour répondre aux besoins spécifiques des investisseurs institutionnels et des compagnies d'assurance.

Au cours de l'exercice 24, la MIGA a émis sa plus importante garantie à ce jour, au profit du Mexique. La garantie de 1,85 milliard de dollars accordée à la société britannique *HSBC Holdings plc* (HSBC) lui permettra de bénéficier d'un allègement des exigences réglementaires de fonds propres liés à sa filiale mexicaine et soutiendra le financement de projets liés au climat au Mexique. C'est la première fois que la MIGA offre de couvrir des réserves non monétaires. La réglementation mexicaine autorise les banques à détenir des réserves sous forme de titres ou d'autres actifs non monétaires. Dans ce cas, les réserves étaient principalement constituées d'obligations de régulation monétaire (BREMS). Ces obligations sont essentielles pour aider la Banque centrale du Mexique à gérer la masse monétaire et à stabiliser le système financier. Le projet, qui cible spécifiquement le financement climatique, est étroitement aligné sur le programme de

développement durable de *HSBC Mexico*. Il est aussi en cohérence avec le Cadre de partenariat du Groupe de la Banque mondiale avec le Mexique pour la période 2020-2025 et les perspectives d'activité stratégiques de la MIGA pour les exercices 21 à 23, qui mettent l'accent sur le leadership en matière de changement climatique et la création de marchés grâce à l'approche en cascade. Le projet aidera *HSBC Mexico* à développer son portefeuille de financements durables.

Une autre innovation majeure de cette transaction a été l'introduction d'une approche d'allègement des exigences réglementaires par « classe d'actifs ciblée » en vue de l'optimisation du capital. Contrairement aux pratiques traditionnelles, cette approche a axé les garanties de la MIGA sur des secteurs spécifiques présentant des déficits de financement importants ou sur des domaines prioritaires, tels que le financement climatique. Dans le cadre de cette opération, l'allègement réglementaire obtenu grâce à la garantie de la MIGA à HSBC a été accordé exclusivement à *HSBC Mexico* pour le financement de sous-projets d'action climatique admissibles au Mexique. HSBC a l'intention de transférer les bénéfices du capital libéré à *HSBC Mexico*, qui l'utilisera pour financer une classe d'actifs précise plutôt que l'ensemble du portefeuille comme c'est généralement la pratique. Dans certains cas, cette approche peut avoir l'avantage de concentrer l'impact des garanties de la MIGA sur des domaines présentant d'importants déficits de financement et/ou des domaines prioritaires tels que le climat, le genre ou les PME. Cette méthode novatrice a établi un précédent pour les opérations futures.

Dans les pays des Balkans, l'accès au crédit a toujours été faible en dépit de liquidités abondantes, freiné par des contraintes réglementaires et l'aversion des banques mères au risque. Au cours de l'exercice écoulé, la MIGA a émis trois garanties d'un montant total de 770 millions d'euros en faveur de la *Raiffeisen Bank International AG* (RBI) d'Autriche au titre de ses prises de participation dans ses filiales en Serbie, en Bosnie-Herzégovine et au Kosovo. Ces garanties permettent à ces filiales de générer une capacité de prêt dans les pays hôtes d'environ 900 millions d'euros, dont 13 % devraient être déployés pour des projets liés au financement climatique et 27 % au profit des PME. Les garanties de la MIGA libéreront de nouvelles capacités pour l'augmentation des prêts à hauteur de 596 millions d'euros en Serbie, 175,8 millions d'euros en Bosnie-Herzégovine et 146,8 millions d'euros au Kosovo. RBI Serbie, RBI Bosnie-Herzégovine et RBI Kosovo devraient consacrer respectivement 12 %, 6 % et 42 % du montant de la garantie au financement de l'action climatique, et 27 %, 6 % et 100 % aux PME.

## APPLICATION AUX NOUVELLES TECHNOLOGIES

Pour promouvoir des sources d'énergie durables, peu coûteuses et basées sur des technologies innovantes, la MIGA a fourni des garanties d'un montant de 9 millions de dollars à Oikocredit, *Ecumenical Development Cooperative Society U.A.*, *Triodos Groenfonds* et *Triodos Emerging Markets Renewable Energy Fund* au titre de leurs investissements dans *ARC Power Rwanda Ltd.*, une filiale d'*ARC Power Ltd.*, Royaume-Uni. Il s'agira du premier réseau interconnecté du Rwanda, composé d'unités de production solaire installées dans des réseaux villageois. Chaque unité desservira directement 25 à 30 usagers, notamment des écoles, des centres de santé, des administrations locales, des PME, des centres commerciaux, des parcs d'activités et des ménages dans les villages.

Le nouveau réseau permettra de raccorder au réseau national rwandais environ 30 000 nouveaux clients vivant dans 150 villages, ce qui profitera à environ 118 000 personnes.

Le projet comprend un programme de promotion de moyens de cuisson non polluants mettant à contribution des femmes influentes en tant qu'ambassadrices afin de faciliter l'adoption de la technologie de cuisson électrique par d'autres femmes de la communauté. Grâce à l'alignement des tarifs de l'électricité sur les tarifs du réseau national, les ménages ruraux pourront accéder à une source d'énergie plus durable et moins chère. Cette approche est nettement plus économique que les tarifs pratiqués dans le cadre de mini-réseaux isolés dotés d'unités de stockage sur batterie.

Le Rwanda a des objectifs ambitieux en matière d'universalisation de l'accès à l'énergie, visant à fournir de l'électricité à 100 % de sa population d'ici à la fin de 2024. Grâce aux garanties de la MIGA, ce modèle hybride innovant constitue une solution propre et efficace pour atteindre cet objectif.

## FINANCEMENTS DE POINTE

Dans le cadre d'une approche innovante, recommandée par le Laboratoire de l'investissement privé, un projet visant à accompagner l'Inde dans l'atteinte de ses objectifs climatiques en passant à une énergie solaire d'un coût abordable propose un modèle de refinancement reposant sur différentes composantes du Groupe de la Banque mondiale. La MIGA a émis une garantie de 317,5 millions de dollars en faveur de Citi, de *Crédit Agricole Corporate and Investment Bank* (Crédit Agricole CIB) et de *Standard Chartered Bank* au titre du prêt qu'ils ont consenti à la *State Bank of India* (SBI), l'une des principales banques publiques indiennes.

Cette collaboration entre la MIGA et la SBI a permis de refinancer 200 millions de dollars d'un prêt existant de 500 millions de dollars accordé par la Banque mondiale à la SBI en 2016 pour des systèmes photovoltaïques sur toiture raccordés au réseau (GRPV). Ces installations photovoltaïques fournissent une énergie propre et réduisent les émissions de gaz à effet de serre en remplaçant la production thermique, plus coûteuse et à forte intensité carbone. Le prêt de la BIRD finance un programme national visant à fournir des toitures solaires à des clients commerciaux et industriels.



La Banque mondiale a apporté son soutien à la SBI dans un secteur naissant, et la MIGA a par la suite apporté des financements commerciaux une fois que l'opération de prêt de la Banque mondiale a permis au projet d'atteindre un certain niveau de maturité. Ce projet répond aux appels lancés par le G20 et d'autres organisations pour que les banques multilatérales de développement (BMD) et la MIGA collaborent en vue de transférer les risques de portefeuille des bilans des BMD au secteur privé en utilisant les produits d'assurance et la capacité de réassurance de la MIGA. Cette intervention est l'un des premiers exemples de collaboration entre la MIGA et la Banque mondiale pour libérer des capacités de prêt au profit de la Banque.

Le programme de la Banque mondiale a permis à la SBI de s'associer à la MIGA, attirant ainsi des prêteurs commerciaux internationaux et des financements privés directement dans le programme de GRPV. Ce financement ouvre la voie à la mobilisation d'investissements privés dans des solutions énergétiques pour l'Inde.

Durant l'exercice écoulé, la MIGA a émis sa première garantie pour couvrir les pertes liées au défaut de paiement d'un État dans le cadre d'opérations de financement du commerce. Cette garantie innovante accordée à la *Rand Merchant Bank* couvre une facilité de prêt commercial d'un montant maximum de 95 millions d'euros. La banque sera protégée contre le risque de non-paiement par l'État ivoirien pendant un an. Le mécanisme de crédit renouvelable à court terme contribuera à renforcer la résilience de la Côte d'Ivoire face aux tensions persistantes causées par la pandémie de COVID-19 et aux poussées inflationnistes que connaît actuellement le monde. Les effets cumulés de ces deux facteurs ont créé un besoin de liquidités à court terme, de fonds de roulement et de facilités de financement du commerce pour répondre aux besoins cruciaux du Gouvernement ivoirien en matière de développement. Grâce à ce mécanisme soutenu par la MIGA, la Côte d'Ivoire pourra poursuivre l'exécution de son plan stratégique afin d'atteindre ses objectifs de développement dans un contexte mondial difficile.

Toujours au cours de l'exercice 24, la MIGA a exécuté avec succès une opération complexe visant à fournir plus d'énergie à la population de la République démocratique du Congo. La MIGA a fourni une garantie de 50,3 millions de dollars à *Congo Energy Solutions Limited* (CESL), qui prévoit d'étendre ses activités à travers la République démocratique du Congo pour fournir de l'énergie à 5 millions de personnes d'ici à 2025. La MIGA a mobilisé le Guichet de promotion du secteur privé de l'IDA et son propre Fonds fiduciaire catalyseur des énergies renouvelables pour cette garantie. L'enveloppe d'IFC, engagée en juillet 2023, comprenait également un investissement subordonné en quasi-fonds propres par le biais du programme Finlande-IFC de financements mixtes en faveur du climat.

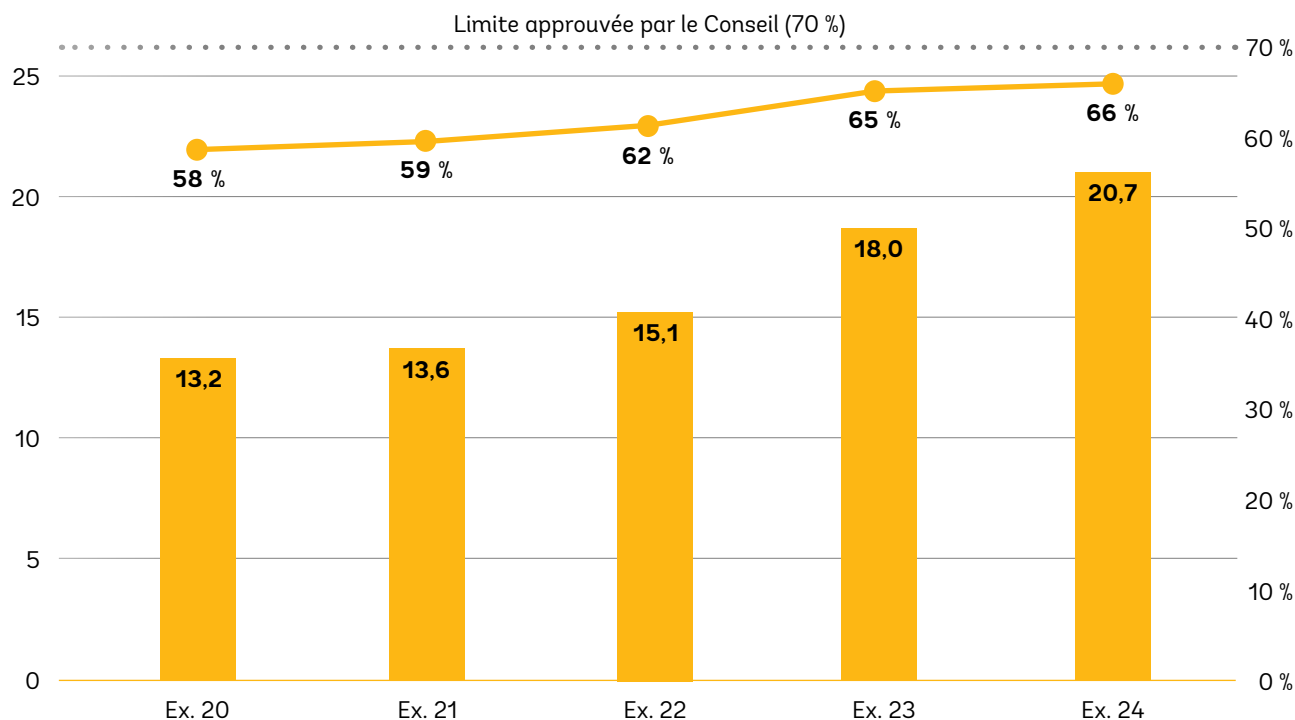


# RÉASSURANCE

Depuis 1997, la MIGA a recours à la réassurance pour utiliser efficacement son capital et gérer le profil de risque de son portefeuille. Les principaux bénéficiaires des opérations de réassurance sont les clients de la MIGA : en premier lieu les investisseurs qui bénéficient d'un accès à une plus large palette d'instruments d'assurance pour les projets éligibles dans les pays en développement ; en second lieu les pays qui bénéficient d'un plus grand flux d'investissements directs étrangers (IDE).

La MIGA a continué d'utiliser la réassurance, cédant 5,5 milliards de dollars de nouvelles transactions durant l'exercice 24 au marché de la réassurance conformément à sa stratégie de préservation de son capital en vue de poursuivre sa croissance. Au 30 juin 2024, un montant de 20,7 milliards de dollars ou 66 % de l'encours du portefeuille brut était réassuré, contre 65 % à la fin de l'exercice 23.

## Portefeuille (milliards de dollars) et taux (%) des opérations de réassurance





# **TIRER PARTI DES PARTENARIATS POUR MAXIMISER L'IMPACT SUR LE DÉVELOPPEMENT**

L'approfondissement de collaborations visant à encourager un recours efficace à l'assurance de risques politiques est essentiel pour attirer des capitaux privés conséquents, qui contribueront à leur tour à réaliser les objectifs de développement durable, promouvoir une prospérité partagée et mettre fin à l'extrême pauvreté. À cette fin, la MIGA s'emploie à renforcer la coordination avec les institutions financières internationales et les partenaires sectoriels, de même qu'au sein du Groupe de la Banque mondiale.



## PARTENARIATS AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES INTERNATIONALES

La MIGA œuvre aux côtés d'institutions financières internationales et de BMD pour utiliser des garanties et mobiliser des capitaux privés au profit du développement. En 2018, le groupe de personnalités éminentes du G20 sur la gouvernance financière mondiale a recommandé à la MIGA de mettre à profit sa position d'assureur mondial contre les risques dans le domaine du financement du développement pour collaborer avec d'autres institutions financières internationales. Depuis lors, l'Agence a engagé des initiatives majeures avec d'autres BMD et IFI afin de donner suite à ces recommandations.

En septembre 2023, la MIGA et *IDB Invest*, la branche du Groupe de la Banque interaméricaine de développement axée sur le secteur privé, ont annoncé un partenariat historique de quatre ans visant à mobiliser davantage de capitaux du secteur privé dans la région Amérique latine et Caraïbes, ainsi qu'à combiner et déployer des solutions de transfert des risques et de financement dans la région. L'accord de coopération prévoit des échanges réguliers entre les deux institutions pour développer une réserve commune de projets. Cela permettra d'accroître le nombre de projets susceptibles d'être financés et d'approfondir les relations entre les deux institutions et des investisseurs privés potentiels. Cette collaboration devrait avoir un impact majeur sur le développement de la région, soulignant ainsi le rôle crucial du secteur privé dans la croissance économique et la réduction de la pauvreté. L'accord a été assorti d'un protocole d'accord entre la Banque mondiale et la BID visant à renforcer le soutien aux efforts de lutte contre la déforestation en Amazonie, à renforcer la résilience des Caraïbes aux catastrophes naturelles et à combler le fossé dans l'accès au numérique dans l'ensemble de la région Amérique latine et Caraïbes.

À l'occasion des Assemblées annuelles du Groupe de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international en octobre, la MIGA, la Banque de commerce et de développement de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe et le Groupe OCP ont signé un protocole d'accord qui permettra de renforcer la collaboration pour relever les défis de l'agriculture et de la sécurité alimentaire en Afrique. L'accord vise à déterminer les domaines propices au déploiement des instruments

d'atténuation des risques de la MIGA et ancre la volonté de collaborer dans des opérations de financement du commerce, en utilisant les garanties de la MIGA pour l'importation de produits de base stratégiques, notamment les engrais, en Afrique.

Dans le cadre des activités qu'elle mène pour promouvoir l'accroissement des IDE en direction des pays en développement, la MIGA réunit les parties prenantes régionales pour des tables rondes en vue d'améliorer les conditions d'investissement et d'accroître les investissements transnationaux. Les tables rondes en présentiel sont co-organisées avec un pays membre des régions d'Afrique, d'Asie et des Caraïbes. En septembre 2023, la MIGA, en collaboration avec IFC et la Jordanie, a organisé le troisième événement de la série : une table ronde à Amman visant à stimuler les IDE en Jordanie et en Iraq. L'événement a réuni de hauts responsables et des dirigeants du secteur privé pour discuter des processus d'évaluation des projets et des moyens de créer des conditions favorables à l'investissement.



## PARTENARIATS SECTORIELS

Il est fondamental de s'allier à d'autres intervenants dans les domaines des assurances et du financement du développement pour obtenir des résultats sur le terrain. Le vice-président exécutif de la MIGA co-préside le Forum sur le développement de l'assurance, un partenariat public-privé qui regroupe des compagnies d'assurance publiques et privées dans le but de maximiser le recours à l'assurance afin de mieux renforcer la résilience. La MIGA fait aussi partie de l'Union de Berne, l'association internationale des sociétés d'assurance publiques et privées de crédits à l'exportation et d'investissements. L'Union de Berne promeut activement le commerce transnational en encourageant l'application au niveau mondial de principes rigoureux aux crédits à l'exportation et aux investissements étrangers.

En juillet 2023, la MIGA a signé un protocole d'accord avec l'Alliance solaire internationale (ISA). L'ISA est une plateforme de collaboration fondée sur des traités qui rassemble plus de 100 pays signataires afin d'intensifier le déploiement des technologies de l'énergie solaire comme moyen de garantir l'accès à l'énergie, d'assurer la sécurité énergétique et de favoriser la transition énergétique à l'échelle

mondiale. L'accord permet à la MIGA d'aider l'ISA à mettre en œuvre ses trois piliers stratégiques que sont l'appui programmatique, l'analyse et le plaidoyer, et le renforcement des capacités, reconnaissant que la promotion du développement des énergies renouvelables est une priorité stratégique pour la MIGA et un domaine dans lequel l'Agence a une longue expérience.

En décembre 2023, la MIGA et l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) ont signé un accord de partenariat visant à renforcer la mobilisation de capitaux afin d'intensifier la mise en œuvre de projets axés sur les énergies renouvelables et la transition énergétique. La MIGA est désormais partenaire de la plateforme de financement de l'accélérateur de la transition énergétique (ETAF), un mécanisme de financement climatique géré par l'IRENA. L'ETAF facilite les projets de financement climatique qui promeuvent la transition énergétique mondiale dans les pays membres de l'IRENA.

En mars 2024, la MIGA, en collaboration avec l'Institut de droit international (ILI), a organisé des ateliers de renforcement des capacités à Kigali (Rwanda) et à Dodoma (Tanzanie), sur l'assurance contre les risques politiques dans le contexte des partenariats public-privé. Les représentants des pouvoirs publics qui ont participé à ces ateliers en sont repartis avec une meilleure compréhension de l'assurance et de son rôle dans la mobilisation de capitaux privés en vue du développement des infrastructures.

En mai 2024, la MIGA et *Tokio Marine & Nichido Fire Insurance Co., Ltd.* (TMNF), la plus grande compagnie d'assurance privée non mutualiste du Japon, ont signé un accord de coopération visant à encourager les IDE dans les pays en développement. Ce partenariat stratégique de trois ans tire parti des compétences des deux organisations pour stimuler une croissance économique et un développement durables. L'accord facilite l'investissement en fournissant des garanties, des services de coassurance et de réassurance pour des projets dans les pays en développement. La MIGA et TMNF collaboreront pour identifier et soutenir des projets conjoints et conjugueront leurs compétences respectives afin de fournir un appui global aux investissements.

En juin 2024, lors de la Conférence pour le relèvement de l'Ukraine 2024, la MIGA a signé un protocole d'accord avec KUKE, l'agence officielle de crédit à l'exportation de la Pologne, en vue de soutenir et d'encourager le commerce et les IDE des entreprises polonaises en Ukraine et dans d'autres pays. L'accord établit un cadre de coopération sur les projets par le biais d'assurances conjointes, d'assurances parallèles et de réassurances. Il traduit la ferme volonté de la Pologne de soutenir la reconstruction de l'Ukraine et la stratégie de la MIGA consistant à s'associer aux assureurs du secteur public, compte tenu de l'absence d'assurance contre les risques de guerre sur le marché privé. Cette coopération s'appuie sur l'accord de collaboration entre la Société américaine de financement du développement international (DFC) et la MIGA visant à assurer des projets en Ukraine. La DFC et la MIGA se sont associées pour assurer conjointement un projet industriel en Ukraine, chaque entité offrant une couverture à hauteur d'environ 25 millions de dollars contre les risques politiques, notamment la guerre et les troubles civils.

Durant l'exercice écoulé, la MIGA et IFC ont signé des accords de coopération triennaux avec *Nippon Export and Investment Insurance* (NEXI), l'agence officielle de crédit à l'exportation du Japon, pour promouvoir les IDE en direction de pays en développement. Les institutions partagent leur expertise et leurs ressources pour déceler de possibles projets communs, notamment en effectuant des missions conjointes de diligence raisonnable et en mettant en œuvre des initiatives de marketing et des programmes de formation visant à améliorer l'efficacité, l'impact et la rapidité.



## PARTENARIATS POUR LE SAVOIR

En avril 2024, la MIGA et le *Financial Times* se sont associés pour lancer un nouveau programme de récompenses visant à promouvoir des solutions novatrices et durables aux problèmes de développement en Afrique. Les *Africa Sustainable Futures Awards* récompensent des projets et initiatives innovants et financièrement viables qui apportent des solutions transformatrices à certains des plus grands problèmes de développement que connaît le continent. Ces prix récompensent l'esprit d'entreprise, l'innovation et les investissements capables d'ouvrir l'accès à l'énergie propre et à la connectivité numérique, et de garantir que les infrastructures urbaines et les écosystèmes naturels continuent de résister au changement climatique. Le programme souligne également l'importance de l'égalité des genres et de l'inclusion dans la stimulation du développement.

# DURABILITÉ ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE À LA MIGA

La MIGA estime qu'un facteur important de l'obtention de résultats positifs sur le plan du développement est la durabilité environnementale et sociale de ses projets, que l'Agence espère atteindre en appliquant sa politique de durabilité environnementale et sociale ainsi qu'un ensemble complet de normes de performance environnementales et sociales largement acceptées dans le secteur financier, connues sous le nom de Principes de l'Équateur.



## ACTIONS DESTINÉES À GARANTIR L'INTÉGRATION DE LA DURABILITÉ ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE À LA MIGA

Évaluation préalable de l'impact environnemental et social de tous les projets

Recueil des indicateurs de l'efficacité du développement auprès des clients

Application de l'outil d'évaluation et de comparaison de la performance en matière d'impact (IMPACT, de l'acronyme anglais) de la MIGA pour mesurer l'impact attendu d'un projet sur le développement

Vérification du respect par les projets des normes de performance de la MIGA en matière de durabilité environnementale et sociale

Vérification de l'impact sur le plan environnemental et social par des évaluations ex-post

Évaluation du risque climatique



## LA MIGA AIDE LES INVESTISSEURS À SE FIXER DES OBJECTIFS PLUS AMBITIEUX SUR LE PLAN ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL DE PLUSIEURS MANIÈRES :

En veillant à ce que les investissements répondent à des normes rigoureuses et reconnues au plan international

En collaborant avec les clients pour le suivi et les comptes rendus systématiques des impacts environnementaux et sociaux

En permettant aux clients de pénétrer sur des marchés qui leur auraient été autrement inaccessibles, ce qui peut s'avérer très rentable sur le plan du développement.

# MESURER ET ÉVALUER L'IMPACT SUR LE DÉVELOPPEMENT

Il est essentiel d'évaluer l'impact pour comprendre la portée et les résultats des projets que l'Agence accompagne. De la conception du projet à sa clôture et au-delà, la MIGA applique plusieurs cadres et outils permettant de suivre et d'évaluer l'impact sur le développement des projets bénéficiant de ses garanties.

## CADRE IMPACT

L'Outil d'évaluation et de comparaison de la performance en matière d'impact des projets (IMPACT, de l'acronyme anglais) évalue les résultats directs attendus des projets ainsi que leurs effets périphériques sur les investissements étrangers. Ce cadre complète le système de mesure des résultats plus large de la MIGA. Ses objectifs sont les suivants :

Réaliser des évaluations ex ante de l'impact de chaque projet sur le développement.

Faciliter des analyses comparatives.

Décider l'ordre de priorité des projets en s'aidant de l'évaluation de l'impact attendu sur le développement.

Établir un parallèle avec le cadre de mesure et de suivi de l'impact attendu (AIMM) d'IFC et définir une notation concertée de l'impact sur le développement pour les projets soutenus conjointement par IFC et la MIGA

Faire preuve de flexibilité en intégrant efficacement l'outil IMPACT aux processus de garantie existants de la MIGA.

## SYSTÈME D'INDICATEURS DE L'EFFICACITÉ DES ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT

Le système d'indicateurs de l'efficacité des activités de développement de la MIGA permet de mesurer et suivre l'impact sur le développement des projets qu'elle couvre. Grâce à ce système, la MIGA mesure un ensemble d'indicateurs communs à tous les projets. L'Agence mesure aussi des indicateurs sectoriels et met en place un processus de mesure des résultats des projets sur le développement trois ans après la signature du contrat. Ces indicateurs constituent la base des indicateurs de la nouvelle Fiche de performance institutionnelle annoncée par le Groupe de la Banque mondiale au cours de l'exercice 24. La **Fiche de performance du Groupe de la Banque mondiale** suit les résultats obtenus à travers 22 indicateurs permettant de brosser un tableau clair et simplifié des progrès accomplis dans tous les aspects de la mission du Groupe de la Banque mondiale.

## ÉVALUATION

Depuis l'exercice 12, tous les projets sont évalués par la MIGA et le Groupe indépendant d'évaluation du Groupe de la Banque, un organisme d'évaluation indépendant. Les évaluations mesurent les résultats que les projets soutenus par la MIGA obtiennent sur le plan du développement au travers de rapports d'évaluation de projet. La MIGA réalise des auto-évaluations qui sont par la suite validées par le Groupe indépendant d'évaluation. Les évaluations des projets servent non seulement à mesurer les résultats atteints, mais aussi à tirer les enseignements de l'expérience pour les projets futurs. La MIGA utilise activement les conclusions des évaluations lors des exercices d'apprentissage organisés à l'intention du personnel.

# INTÉGRITÉ

L'intégrité et la gestion du risque de discrédit tiennent une place essentielle dans le rôle de partenaire de développement que joue la MIGA. L'Agence contrôle l'intégrité et le risque de discrédit chez ses clients et les projets qu'elle soutient, souscrivant ainsi aux directives du Groupe de la Banque mondiale en matière de lutte contre la corruption qui définissent la fraude, la corruption, la collusion, la coercition et l'obstruction comme des entraves importantes au développement et considèrent que ces pratiques sont passibles de sanctions.

L'équipe de la MIGA chargée de l'intégrité procède à des vérifications préalables dans le cadre de la préparation des opérations et des garanties, et surveille les projets du portefeuille afin de détecter tout signe de risque naissant pour l'intégrité ou la réputation. À cette fin, la MIGA utilise les évaluations sur le terrain, les sondages du marché, les expériences antérieures avec les clients, les connaissances locales de la Banque mondiale et d'IFC et les ressources documentaires, dont ses propres bases de données. Durant l'exercice 24, la MIGA a continué de partager les meilleures pratiques en matière d'intégrité en collaborant avec les autres membres du Groupe de la Banque mondiale et les partenaires de développement, et à l'occasion de différentes rencontres sur ce thème.





# **RAPPORT DE LA MIGA SUR LA COMMUNICATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE RELATIVE AU CLIMAT POUR L'EXERCICE 24**

Ce rapport est le quatrième publié par la MIGA conformément aux directives et recommandations du Groupe de travail sur l'information financière relative au changement climatique (GIFCC), et la MIGA fait ce compte rendu dans le cadre de son Rapport sur le développement durable et de son Rapport annuel. Le rapport met en évidence nos efforts et témoigne de notre engagement à améliorer les informations financières relatives au climat et au développement durable alors que nous envisageons de nous aligner sur les normes du Conseil international des normes de durabilité à compter du rapport de l'exercice 25. Il rend compte de l'approche et des progrès de la MIGA en matière de gestion des risques et opportunités liés au changement climatique au cours de l'exercice 24 (1<sup>er</sup> juillet 2023-30 juin 2024), qui coïncide avec la quatrième année de mise en œuvre du Plan d'action sur le changement climatique 2021-2025 (CCAP) du Groupe de la Banque mondiale.

Parmi les banques multilatérales de développement (BMD), le Groupe de la Banque mondiale demeure la principale source de financement de l'action climatique pour les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire. Le Groupe de la Banque se trouve à un moment charnière de son **évolution**, qui souligne l'importance de lutter contre le changement climatique pour réaliser sa mission de créer un monde sans pauvreté sur une planète vivable. Dans ce contexte, la MIGA resserre sa collaboration avec IFC et la Banque mondiale pour répondre rapidement et à grande échelle aux besoins liés au climat et au développement, dans le cadre d'une démarche d'un Groupe de la Banque mondiale uni dans l'action. Ses garanties continuent de réduire les risques et de mobiliser des capitaux privés pour des interventions transformatrices dans les pays en développement et les marchés émergents, y compris dans certaines des régions les plus fragiles et les plus touchées par des conflits.

Au cours de l'exercice 24, la MIGA a soutenu des projets axés sur l'élargissement de l'accès aux énergies renouvelables, l'accélération de l'adoption d'infrastructures de transport à faible émission de carbone et des infrastructures plus résilientes aux chocs climatiques. La MIGA a pris la tête de la **Plateforme des garanties**, qui a été lancée le 1<sup>er</sup> juillet 2024. Cette plateforme vise à mettre au point des produits de garantie nouveaux et originaux qui facilitent une plus grande participation du secteur privé à la résolution de problèmes de développement fondamentaux et de questions liées au climat.

La MIGA renforce également ses partenariats avec l'ensemble de la communauté des BMD, le secteur privé et d'autres parties prenantes afin de mener une action climatique efficace, consciente que le temps dont dispose le monde pour réduire ses émissions et éviter les pires effets du changement climatique s'amenuise rapidement.

**Le rapport rend publics les résultats de l'action climatique de la MIGA et s'articule autour de quatre éléments fondamentaux :**



## GOUVERNANCE



## STRATÉGIE



## GESTION DES RISQUES



## INDICATEURS ET CIBLES



## GOUVERNANCE

### FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE 24

Lors de la COP28, le président du Groupe de la Banque mondiale a annoncé une nouvelle cible en matière de financement de l'action climatique, s'engageant à consacrer 45 % des financements annuels du Groupe de la Banque à des projets liés au climat pour l'exercice budgétaire allant du 1<sup>er</sup> juillet 2024 au 30 juin 2025.

L'exercice 24 a marqué la première année durant laquelle la MIGA a mis en œuvre son engagement d'aligner 85 % de ses nouvelles opérations sur les objectifs de l'Accord de Paris à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2023 et 100 % à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2025. Cet objectif a été dépassé, 100 % des nouvelles opérations ayant été jugées conformes aux objectifs de l'Accord de Paris au cours de l'exercice 24. Un Comité de l'alignement sur l'Accord de Paris a été mis en place pour les projets complexes dont l'évaluation nécessitait un examen technique approfondi par les pairs.

Une nouvelle fonction de direction, celle de responsable de l'établissement de rapports sur la durabilité, a été créée dans le but de renforcer l'accent que met la MIGA sur la durabilité et la transparence dans les pratiques d'établissement de rapports.

L'exercice 24 a marqué le début d'un nouveau processus budgétaire qui met l'accent sur la synchronisation de la planification des budgets de la MIGA, d'IFC et de la Banque mondiale, ainsi que sur plusieurs nouveaux dispositifs d'information financière à l'échelle du Groupe de la Banque mondiale. Ces changements visent à améliorer l'efficacité et à amplifier la mise en œuvre de solutions axées sur les objectifs tant sur le plan du changement climatique que du développement plus généralement.

Les activités de la MIGA dans le domaine climatique ainsi que les protocoles afférents sont en tous points supervisés par le vice-président exécutif de la MIGA, qui rend lui-même compte au Président du Groupe de la Banque mondiale. Le Conseil d'administration de la MIGA est chargé d'approuver l'ensemble des opérations et politiques de l'Agence. Le vice-président et responsable des questions financières, du risque, des questions juridiques et administratives ainsi que de la durabilité, placé sous l'autorité du vice-président exécutif de la MIGA, supervise, entre autres, le département Analyses économiques et durabilité dont relève le service d'analyse des questions climatiques. L'équipe d'analyse des questions climatiques est chargée de la comptabilité du financement climatique ; de l'évaluation de l'alignement sur l'Accord de Paris ; de la comptabilisation des émissions de GES ; de l'appui à l'élaboration de cadres, de politiques et de documents d'orientation internes et/ou externes liés au climat dans les principaux domaines thématiques concernant le climat ; de la mise au point de nouveaux produits de la MIGA visant à promouvoir des investissements sobres en carbone et résilients au changement climatique ; de l'analyse des activités de la MIGA dans le domaine climatique et de la présentation de rapports à ce sujet ; du suivi du portefeuille de projets de la MIGA pour s'assurer que les engagements pris par les clients de la MIGA au stade de l'approbation des projets sont respectés ; de la contribution aux travaux d'analyse climatique et aux initiatives stratégiques du Groupe de la Banque mondiale ; et de la collaboration avec les BMD à travers des groupes de travail techniques sur des sujets comme le financement de l'atténuation des effets du changement climatique, le financement de l'adaptation au changement climatique, l'alignement sur l'Accord de Paris, l'article 6, les indicateurs climatiques, les politiques et l'appui aux pays.





## STRATÉGIE

Le Plan d'action sur le changement climatique vise à intégrer le climat et le développement et à promouvoir les objectifs du Groupe de la Banque mondiale pour un développement vert, résilient et inclusif (GRID) en mettant l'accent sur les personnes, le capital naturel et les partenaires. Le Plan d'action témoigne de la volonté du Groupe de la Banque d'aider ses clients des secteurs public et privé à maximiser l'impact du financement de l'action climatique, en visant des améliorations quantifiables de l'adaptation au changement climatique, de la résilience et des réductions des émissions de GES. Les objectifs du Plan d'action sur le changement climatique sont les suivants : a) intégrer le climat et le développement, et b) donner la priorité aux transitions des systèmes les plus importants en recensant les interventions offrant les plus grandes chances d'atténuation des effets du changement climatique et d'adaptation à ce dernier, en stimulant le financement de l'action climatique et en mobilisant des capitaux privés pour obtenir le maximum de résultats. Le changement climatique est un domaine prioritaire pour la MIGA, de même que son soutien aux pays à faible revenu (pays IDA) et à ceux en proie à la fragilité, aux conflits et à la violence (FCV). La stratégie climatique de la MIGA reflète l'ambition affichée à travers les engagements pris dans le Plan d'action sur le changement climatique et la Stratégie et les perspectives d'activité de la MIGA pour les exercices 24 à 26 d'approfondir son impact. Au cours de l'exercice 24, la MIGA a concentré ses activités climatiques sur cinq domaines stratégiques : énergies propres, infrastructures résilientes aux chocs climatiques, bâtiments écologiques, transports à faibles émissions de carbone et écologisation des systèmes financiers dans quatre régions. Le soutien à ces secteurs est essentiel pour s'assurer que les pays clients de la MIGA alignent leur développement sur des trajectoires bas carbone et résilientes face à l'évolution du climat. Pour s'assurer que les objectifs de développement visés sont atteints et que les acquis sont durables, la MIGA évalue l'importance des risques physiques et des risques liés à la transition dans le domaine du climat pour tous les secteurs et cherche à définir des mesures d'atténuation appropriées si nécessaire.

## FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE 24

Le 28 février 2024, le Groupe de la Banque mondiale a annoncé une refonte majeure de ses activités de garantie, dans une optique de simplification des procédures, de renforcement de l'accessibilité et d'amélioration de l'exécution. Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2024, tous les produits de garantie du Groupe de la Banque mondiale sont hébergés sur la Plateforme des garanties, qui vise à porter les émissions annuelles de garanties du Groupe de la Banque mondiale à 20 milliards de dollars d'ici à 2030, en donnant la priorité à l'action climatique dans les FCS, les pays en développement et les économies émergentes.

Le **Pacte du savoir pour l'action**, lancé en avril 2024, vise à donner plus de moyens à tous les clients du Groupe de la Banque mondiale — publics et privés — en mettant systématiquement à disposition les connaissances les plus récentes en matière de développement afin de répondre efficacement aux problèmes de développement de plus en plus complexes aggravés par le changement climatique.

À compter du 1<sup>er</sup> juillet 2024, la Banque mondiale, IFC et la MIGA nommeront un seul directeur/une seule directrice des opérations ou représentant(e) du Groupe de la Banque mondiale dans certains pays afin d'accélérer l'élaboration de solutions intégrées pour le climat et le développement dans les secteurs public et privé, en tirant parti de toute l'étendue des connaissances et de l'expérience du Groupe de la Banque pour amplifier notre impact collectif.

La MIGA déploie un plus grand nombre de membres de son personnel sur le terrain tout en optimisant le positionnement du personnel existant pour qu'il soit encore plus à l'écoute des clients et des partenaires. La simplification des procédures opérationnelles devrait favoriser la rapidité et des prestations à grande échelle.

La MIGA a signé des accords de coopération avec plusieurs BMD et institutions partenaires afin d'intensifier l'utilisation de l'assurance contre les risques politiques pour relever ensemble les défis climatiques, notamment avec la Banque interaméricaine de développement, la Banque africaine de développement et l'Agence internationale pour les énergies renouvelables.

La MIGA a approuvé sa première opération conforme à la recommandation du Groupe d'experts indépendants du G20 d'utiliser des modèles « d'octroi puis cession » pour mobiliser des financements privés afin d'alléger les exigences de fonds propres pesant sur d'autres BMD. La garantie de la MIGA couvrira un prêt non-actionnaire des bénéficiaires de la garantie — Citibank NA, entre autres banques — à la *State Bank of India* (SBI) d'un montant de 317,5 millions de dollars sur une échéance de 10 ans contre le risque de non-respect d'une obligation financière par une entreprise publique (SBI). Le prêt couvert par la MIGA permettra de refinancer 200 millions de dollars d'un prêt existant de 500 millions de dollars de la Banque mondiale en vue de l'installation de panneaux photovoltaïques sur toiture raccordés au réseau par des consommateurs commerciaux et industriels dans tout le pays.

S'agissant d'autres innovations concernant les produits, la MIGA a modifié son offre actuelle et propose désormais une couverture partielle contre les risques d'expropriation, l'application de l'optimisation du capital à des réserves autres que monétaires et l'émission pour la première fois de garanties de financement du commerce. Ces innovations offrent à la MIGA d'autres occasions de promouvoir des économies plus vertes et résilientes aux chocs climatiques.

La MIGA élabore actuellement un modèle de lettre d'autorisation pour les crédits carbone alors qu'elle se prépare à élargir son offre de produits pour accompagner le développement des marchés émergents du carbone, dans le but de favoriser des réductions importantes des émissions de gaz à effet de serre (GES) en mobilisant les investissements du secteur privé dans des projets sobres en carbone.



## GESTION DES RISQUES

### FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE 24

Toutes les opérations de la MIGA ont fait l'objet d'un examen des risques climatiques physiques réalisé à l'aide des outils d'analyse de la MIGA et du Groupe de la Banque mondiale.

Toutes les évaluations de l'alignement sur l'Accord de Paris intègrent des analyses de la transition et des évaluations des risques climatiques physiques. Pour les projets partiellement alignés, la MIGA a convenu avec le(s) client(s) de mettre en œuvre des mesures d'atténuation des risques afin de s'assurer que ces projets sont en voie d'alignement sur les objectifs de l'Accord de Paris ; en conséquence, toutes les opérations ont été jugées alignées sur l'Accord de Paris.

La MIGA a élaboré des directives internes lui permettant d'estimer ses engagements directs et indirects dans les combustibles fossiles et d'en rendre compte à l'équipe de direction. La MIGA n'émet pas de nouvelles garanties pour les projets liés aux industries pétrolières et gazières en amont ou pour les projets qui financent/soutiennent directement des activités qui ne sont pas alignées sur l'Accord de Paris, notamment l'extraction de charbon thermique, la production d'électricité à partir du charbon, l'extraction de tourbe et l'électricité à partir de tourbe. Dans le cadre de l'approche de l'équité verte (*Green Equity Approach*), la MIGA n'accordera pas de garanties aux intermédiaires financiers qui financeront de nouveaux projets liés au charbon. La MIGA exige de ses clients qu'ils disposent d'un plan d'abandon progressif de leurs investissements dans les activités liées au charbon sur une période convenue, mais au plus tard en 2030.

En mesurant l'importance des risques liés au changement climatique, la MIGA travaille avec ses clients à l'évaluation des sources et des vecteurs de risques climatiques pour les secteurs sensibles aux chocs climatiques. La MIGA adopte une approche ascendante, tenant compte du lieu, du contexte et du temps, et met l'accent sur les vulnérabilités passées, présentes et futures liées au climat. Les évaluations portent à la fois sur les aléas aigus (par exemple, des événements extrêmes tels que les inondations, les vagues de chaleur, les incendies et les cyclones tropicaux) et sur les aléas chroniques (par exemple, l'élévation du niveau de la mer, l'évolution du régime des précipitations et des températures, et la pénurie d'eau) qui sont évalués sur plusieurs horizons temporels et scénarios de réchauffement de la planète futurs.





## INDICATEURS ET CIBLES

### FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE 24

Le Groupe de la Banque mondiale et d'autres BMD ont lancé l'approche commune des BMD pour mesurer les résultats climatiques, un cadre permettant de mesurer, définir et relier les progrès mondiaux en matière d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets aux résultats des BMD. Les BMD collaborent entre elles pour mettre au point des indicateurs communs des résultats climatiques.

Le Groupe de la Banque mondiale a lancé une nouvelle Fiche de performance institutionnelle qui rendra compte de l'impact de ses activités, notamment de son soutien au déploiement à grande échelle de solutions sobres en carbone et résilientes aux chocs climatiques dans les pays clients. Des groupes de travail composés d'experts techniques des Groupes de pratique de la Banque, d'IFC et de la MIGA élaborent des méthodologies approfondies pour chaque indicateur de la Fiche de performance. La MIGA lancera une plateforme mise à jour pour un système de mesure des résultats qui permettra de saisir les données des indicateurs de résultats. L'Agence suit et rend compte des progrès accomplis par rapport aux cibles, engagements et indicateurs liés au climat dans ses opérations.

Elle continue de diversifier ses activités climatiques et d'identifier de nouveaux domaines de croissance afin d'atteindre la nouvelle cible du Groupe de la Banque mondiale en matière de financement de l'action climatique, à savoir consacrer 45 % des financements à l'adaptation au changement climatique et à l'atténuation de ses effets d'ici la fin de l'exercice 25. Au cours de l'exercice 24, le financement direct de l'action climatique a représenté 38 % du montant total des garanties de la MIGA, hors financement du commerce. S'agissant de la répartition régionale, la majeure partie de ces garanties a été accordée à la région Amérique latine et Caraïbes, suivie de l'Afrique subsaharienne. Toutefois, les résultats indiquent que les garanties émises par la MIGA pour le financement de l'action climatique soutiennent des projets de décarbonation et de renforcement de la résilience face à l'évolution du climat dans toutes les régions du monde et dans tous les secteurs dans lesquels intervient le Groupe de la Banque. Les engagements dans les différents secteurs au cours des exercices 21 à 24 montrent que le financement climatique par le biais d'intermédiaires financiers est le plus important, avec 54 % d'investissements, suivi par les bâtiments écologiques (16 %), talonnés par les projets d'énergie renouvelable (15 %), le reste se répartissant respectivement entre les projets d'adaptation, d'efficacité énergétique et de transport à faibles émissions de carbone. La nouvelle Fiche de performance institutionnelle du Groupe de la Banque vise à donner une vision globale de l'impact et de l'efficacité de ses projets d'atténuation et d'adaptation face au changement climatique dans la promotion d'un développement à faible émission de carbone et de la résilience climatique. Elle rompt avec l'ancienne approche du Groupe de la Banque axée sur les données d'entrée, qui consistait à suivre simplement les flux de financement des projets climatiques. La MIGA a également collaboré avec la communauté des BMD en général pour normaliser la mesure et la communication des résultats climatiques au moyen d'indicateurs communs, améliorant ainsi la transparence de l'action climatique et facilitant l'apprentissage et le partage des meilleures pratiques entre les BMD.



# INITIATIVES RELATIVES AU GENRE

Les initiatives de la MIGA en matière de genre visent à aider les clients à intégrer des mesures axées sur le genre dans leurs opérations. La MIGA a mis l'accent sur les partenariats en tant que moyen stratégique de mobiliser une action collective permettant de répondre à l'urgence mondiale et à la complexité de l'objectif d'égalité des genres.

En juin 2024, la MIGA, IFC et la Banque mondiale ont lancé la Stratégie du Groupe de la Banque mondiale en matière de genre 2024-2030. La stratégie fixe l'ambition audacieuse d'accélérer l'égalité des genres dans l'optique de mettre fin à la pauvreté sur une planète vivable. Elle met l'accent sur une action concertée, le financement et des programmes à grande échelle pour soutenir le bien-être fondamental, la participation économique et le leadership. La stratégie a donné lieu à des consultations dans 28 pays et a permis d'échanger avec des représentants de plus de 600 organismes issus de plus de 110 pays. Les précieuses informations que la MIGA a tirées de ces discussions contribueront à renforcer la mise en œuvre de la stratégie.





# COLLABORATION AVEC LES CLIENTS

**Dans ses interactions avec les clients, l'approche de la MIGA en matière de genre consiste à collaborer avec ces derniers afin de déterminer les mesures à adopter pour renforcer l'égalité des genres. Au cours de l'exercice 24, les projets ayant contribué aux actions de la MIGA en faveur de l'égalité des genres étaient les suivants :**

---

## **Améliorer l'emploi des femmes ainsi que l'accès et la culture numériques**

En juillet 2023, la Société nationale des télécommunications du Sénégal SA (Sonatel SA) a convenu d'un plan d'action pour l'égalité des genres visant à accroître la proportion d'employées occupant des postes techniques et numériques et des postes dans la haute direction. Le plan vise en outre à améliorer l'accès des femmes à la formation en technologies de l'information et de la communication (TIC) ainsi qu'aux services de télécommunications, aux services financiers mobiles et aux services de microfinance en Guinée.

---

## **Accroître le leadership des femmes dans le secteur de l'hôtellerie et de la restauration**

En juillet 2023 et avril 2024, *Kasada Hospitality Fund LP* s'est engagé à mettre en œuvre un plan d'action en faveur du genre dans ses projets hôteliers respectivement au Rwanda et en Côte d'Ivoire. Le plan prévoit d'organiser des formations sur le genre, la diversité et l'inclusion pour les employés des hôtels et de fixer une cible de 50 % de représentation des femmes dans les postes de direction.

---

## **Encourager l'emploi et le leadership des femmes dans le secteur des énergies renouvelables**

En février 2024, la MIGA a garanti des investissements dans *Konexa Solar 1 Ltd.*, un projet d'électrification commerciale et industrielle au Nigéria. Konexa a consenti à plusieurs initiatives visant à promouvoir les femmes en tant qu'employées et dirigeantes, offrant ainsi des opportunités directes d'emploi et de leadership aux femmes.

# RENFORCER LES PARTENARIATS DE LA MIGA POUR PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ DES GENRES

En juin 2024, la MIGA s'est associée au Forum sur le développement de l'assurance (IDF) et à l'Association de Genève pour coparrainer un événement baptisé « *Inclusive Insurance : Accelerating Gender Equality in Emerging Markets* », organisé par Lloyd's. Cet événement a réuni des dirigeants du secteur de l'assurance pour discuter de stratégies visant à intégrer plus systématiquement les considérations de genre dans leurs opérations et leurs produits, afin de favoriser une croissance inclusive et résiliente dans les marchés émergents. Les participants ont réfléchi en particulier à la manière dont l'assurance contre les risques politiques et le rehaussement de crédit peuvent être utilisés pour promouvoir l'égalité des genres.

La MIGA s'est aussi lancée dans un nouveau partenariat avec la *Financial Alliance for Women (FAW)*, un consortium mondial d'institutions financières qui encourage la création de richesses par les femmes. Ce partenariat renforcera le soutien de la MIGA aux clients du secteur de la finance et des marchés financiers grâce à l'accès à l'apprentissage par les pairs et aux produits du savoir.

De surcroît, la MIGA est devenue un partenaire d'exécution de l'*Umbrella Facility for Gender Equality (UFGE)*, aux côtés d'IFC, des laboratoires d'innovation en matière de genre et des pôles mondiaux d'expertise de la Banque mondiale. Ce partenariat permettra à la MIGA d'accéder à des financements destinés à produire des connaissances fondées sur des données probantes afin de soutenir la mise en place de solutions intégrant l'égalité des genres. Enfin, à l'occasion de la Journée internationale des femmes, la MIGA a participé à l'événement organisé par le Groupe de la Banque mondiale sur le thème « **Accélérer l'égalité des genres ensemble** », qui a mis en lumière les efforts que fait la MIGA auprès de ses clients sur les questions de genre et la manière dont elle utilise ses instruments de garantie pour contribuer à la promotion de l'égalité des genres.

De gauche à droite, Katarina Zdraljevic, responsable Durabilité du Groupe, *ProCredit Holdings* ; Alan Cochran, directeur ESG, *JCM Power* ; Edward Parker, chef de division des risques spéciaux, *Tokio Marine Kiln Insurance Services Limited*, et Ethiopis Tafara, vice-président et responsable des questions financières, du risque, des questions juridiques et de la durabilité (MIGA)





# GENDER LEADERSHIP AWARD

**Le *Gender Leadership Award* de la MIGA, qui en est à sa neuvième année, récompense des hauts cadres ayant prouvé leur capacité à promouvoir l'autonomisation des femmes et l'égalité entre les hommes et les femmes dans le travail tout en contribuant à la mission du Groupe de la Banque de mettre fin à l'extrême pauvreté et de promouvoir une prospérité partagée sur une planète vivable. Ce prix est décerné chaque année à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes.**

Cette année, le prix a été décerné à Ginette Borduas, associée et responsable des questions environnementales, sociales, de gouvernance (ESG) et de la durabilité chez *Meridiam*. Sous la direction de Mme Borduas, *Meridiam* a élaboré de nouveaux indicateurs permettant de suivre et de surveiller l'impact de chacun de ses projets, du chantier de construction au conseil d'administration. La diversité au sens large, et l'égalité des genres en particulier, est l'un des piliers stratégiques et de durabilité de *Meridiam* depuis 2020. En outre, la contribution de l'entreprise aux objectifs de développement durable des Nations Unies est mesurée et communiquée dans ses rapports d'impact annuels.

Conformément à la mission de longue date de *Meridiam* et à la vision de son PDG en matière d'ESG et d'impact, Mme Borduas a été récompensée pour sa détermination à concilier véritablement la maximisation de l'efficacité et la minimisation de l'impact environnemental et social des grands projets d'infrastructure porteurs de transformations. Mme Borduas veille à ce que les problèmes socioéconomiques et environnementaux qui peuvent avoir des effets négatifs sur les femmes soient décelés et évalués, et que la conception des projets intègre la mise en œuvre d'activités visant à réduire les inégalités.



**GINETTE BORDUAS**

Responsable des questions environnementales, sociales, de gouvernance (ESG) et de la durabilité

# GOUVERNANCE



# LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA MIGA

Les programmes et activités de la MIGA sont guidés par un Conseil des Gouverneurs et un Conseil d'administration représentant les 182 pays membres de l'Agence. Chaque pays nomme un Gouverneur et un Gouverneur suppléant. Le Conseil des Gouverneurs est investi de tous les pouvoirs de la MIGA, mais il en délègue la majeure partie à un Conseil de 25 Administrateurs. Le droit de vote est pondéré en fonction de la part de capital du pays ou du groupe de pays que chaque Administrateur représente. Le Conseil d'administration de la MIGA se réunit au siège du Groupe de la Banque mondiale à Washington et les Administrateurs se retrouvent régulièrement pour examiner les projets de garantie des investissements, prendre les décisions nécessaires à leur sujet et superviser la politique générale d'administration de la MIGA.

Pour en savoir plus, rendez-vous sur le site du Conseil :  
[www.worldbank.org/en/about/leadership/governors](http://www.worldbank.org/en/about/leadership/governors).



# SURVEILLANCE ET RESPONSABILITÉ

## CONSEILLER/OMBUDSMAN POUR L'APPLICATION DES DIRECTIVES

Le Bureau de médiation, de conformité et de conseil (CAO) est le mécanisme indépendant par lequel la MIGA et IFC rendent compte de leurs actions. Le CAO donne suite aux plaintes des populations touchées par les activités et projets soutenus par la MIGA et IFC, dans le but d'améliorer les résultats environnementaux et sociaux sur le terrain, et de promouvoir une meilleure éthique de responsabilité au sein des deux institutions.

Pour de plus amples informations, rendez-vous sur le site du CAO : [www.cao-ombudsman.org](http://www.cao-ombudsman.org).

## AUDIT INTERNE DU GROUPE

L'audit interne du Groupe (GIA) fournit des assurances et des conseils indépendants, objectifs et perspicaces, prenant en compte les risques pour protéger et renforcer la valeur du Groupe de la Banque mondiale. Le GIA donne à l'équipe de direction et au Conseil l'assurance raisonnable que les processus de gestion et de contrôle des risques, ainsi que leur gouvernance générale, sont pertinents et efficaces. Le GIA rend compte au Président et est placé sous la tutelle du Comité d'audit.

Pour de plus amples informations, rendez-vous sur le site du GIA : [www.worldbank.org/internalaudit](http://www.worldbank.org/internalaudit).

## GROUPE INDÉPENDANT D'ÉVALUATION

Le Groupe indépendant d'évaluation (IEG) évalue les stratégies, politiques et projets de la MIGA afin d'améliorer les résultats de l'institution sur le plan du développement. L'IEG est indépendant de la direction de la MIGA et communique ses conclusions aux Administrateurs de l'Agence et au Comité pour l'efficacité du développement.

Pour de plus amples informations, rendez-vous sur le site de l'IEG : [ieg.worldbankgroup.org](http://ieg.worldbankgroup.org).

## VICE-PRÉSIDENTE INTÉGRITÉ

Unité indépendante au sein du Groupe de la Banque mondiale, la Vice-présidente de l'Intégrité (INT) enquête sur les allégations de fraude, de corruption, de collusion, de coercition et d'obstruction dans les projets financés par le Groupe de la Banque mondiale, ainsi que sur les cas de fraude et de corruption perpétrés par le personnel ou les fournisseurs du Groupe de la Banque et impose des sanctions en conséquence. Son Bureau de surveillance de l'intégrité collabore en outre avec les parties qui doivent satisfaire aux conditions de levée des sanctions qui leur sont infligées. INT communique les conclusions de ses enquêtes à l'ensemble de l'institution pour aider à réduire les risques de fraude et de corruption dans les projets, apportant ainsi un soutien essentiel au Groupe de la Banque dans l'exercice de sa responsabilité fiduciaire sur les ressources du développement dont il assure l'administration.

Pour de plus amples informations, rendez-vous sur le site d'INT : [www.worldbank.org/integrity](http://www.worldbank.org/integrity).

Pour signaler des actes présumés de fraude, corruption ou autres pratiques punissables dans les projets financés par le Groupe de la Banque mondiale, rendez-vous sur le site [www.worldbank.org/fraudandcorruption](http://www.worldbank.org/fraudandcorruption).

# PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES DE LA MIGA

## RÉSULTATS FINANCIERS

| Par exercice (en millions de dollars)                          | 2020  | 2021  | 2022  | 2023  | 2024         |
|----------------------------------------------------------------|-------|-------|-------|-------|--------------|
| Revenu brut des primes                                         | 232,3 | 239,3 | 229,4 | 245,0 | <b>272,3</b> |
| Revenu net des primes <sup>a</sup>                             | 117,1 | 121,3 | 116,3 | 123,9 | <b>130,5</b> |
| Charges administratives <sup>b</sup>                           | 61,1  | 58,7  | 65,0  | 69,6  | <b>73,7</b>  |
| Résultat d'exploitation <sup>c</sup>                           | 56,0  | 62,6  | 51,2  | 54,3  | <b>56,9</b>  |
| Revenu net                                                     | 57,2  | 81,5  | 27,7  | 139,4 | <b>179,5</b> |
| Ratio des charges administratives sur le revenu net des primes | 52 %  | 48 %  | 56 %  | 56 %  | <b>57 %</b>  |

a. La prime nette est égale à la prime brute et aux commissions de cession minorées des primes cédées aux réassureurs et des frais de courtage.

b. Les charges administratives comprennent les dépenses au titre de la retraite et d'autres régimes d'avantages complémentaires de retraite.

c. Le résultat d'exploitation est égal au revenu net des primes diminué des charges administratives, coûts des retraites compris.

## MESURES DU CAPITAL

| Par exercice (en millions de dollars)                 | 2020   | 2021   | 2022   | 2023   | 2024          |
|-------------------------------------------------------|--------|--------|--------|--------|---------------|
| Capital économique total <sup>a</sup>                 | 756    | 768    | 759    | 773    | <b>811</b>    |
| Fonds propres                                         | 1 335  | 1 474  | 1 539  | 1 706  | <b>1 892</b>  |
| Capital d'exploitation <sup>b</sup>                   | 1 591  | 1 724  | 1 777  | 1 923  | <b>2 103</b>  |
| Ratio capital économique total/capital d'exploitation | 47,5 % | 44,5 % | 42,7 % | 40,2 % | <b>38,6 %</b> |
| Capital-risque <sup>c</sup>                           | 1 001  | 1 054  | 1 083  | 1 092  | <b>1 140</b>  |
| Capital-risque/capital d'exploitation                 | 62,9 % | 61,1 % | 61,0 % | 56,8 % | <b>54,2 %</b> |

a. Capital absorbé par le portefeuille de garanties et le portefeuille d'investissements plus le capital requis pour couvrir les risques opérationnels.

b. Capital libéré, bénéfices non distribués/cumul des autres éléments du résultat/(perte) global et réserves au titre du portefeuille d'assurance, net.

c. Mesure du risque définie comme la somme du capital économique total et du capital régulateur, ce dernier étant calculé à l'aide d'un outil de test de résistance mis au point sur la base de plusieurs scénarios macroéconomiques et spécifiques au pays.

# NOTRE INSTITUTION



**HIROSHI MATANO**  
Vice-président exécutif



**JUNAID KAMAL AHMAD**  
Vice-président, Opérations



**ETHIOPIS TAFARA**  
Vice-président et responsable en chef  
des questions financières, du risque,  
des questions juridiques et de la durabilité



**ARIANE DI IORIO**  
Directrice, Groupe  
des institutions financières



**ŞEBNEM EROL MADAN**  
Directrice, Groupe analyses  
économiques et durabilité



**MUHAMET BAMBA FALL**  
Directeur, Industries



**DEEPTI JERATH**  
Directrice, Groupe finance et risque



**ARADHANA KUMAR-CAPOOR**  
Directrice et conseillère juridique

# COORDONNÉES

## HAUTE DIRECTION

### Hiroshi Matano

Vice-président exécutif  
hmatano@worldbank.org

### Junaid Kamal Ahmad

Vice-président, Opérations  
jahmad@worldbank.org

### Ethiopia Tafari

Vice-président et responsable en chef  
des questions financières, du risque,  
des questions juridiques et de la durabilité  
etafari@worldbank.org

### Ariane Di Iorio

Directrice, Groupe des  
institutions financières  
adiorio@worldbank.org

### Şebnem Erol Madan

Directrice, Groupe analyses  
économiques et durabilité  
serol@worldbank.org

### Muhamet Bamba Fall

Directeur, Industries  
mfall3@worldbank.org

### Deepti Jerath

Directrice, Finances et risque  
djerath@worldbank.org

### Aradhana Kumar-Capoor

Directrice et conseillère juridique  
akumarcapoor@worldbank.org

## ADMINISTRATION

### Marcus Williams

Chef du personnel  
mwilliams5@worldbank.org

## SECTEURS

### Nabil Fawaz

Responsable mondial et chef  
du secteur industries manufacturières,  
agro-industries et services  
nfawaz@worldbank.org

### Christopher Millward

Responsable mondial et chef du secteur  
finances et marchés financiers  
cmillward@worldbank.org

### Elena Palei

Responsable mondiale et cheffe du  
secteur infrastructure — transport, eau  
et assainissement, et télécommunications  
epalei@worldbank.org

### Jessica Erickson Stiefler

Responsable mondiale et cheffe du secteur par  
interim, énergie et industries extractives  
jstiefler@worldbank.org

## RÉGIONS

### Layali Abdeen

Responsable des souscriptions, responsable  
régional MENA  
labdeen@worldbank.org

### Rouzbeh Ashayeri

Responsable des souscriptions,  
opérations Amérique du Nord  
rashayeri@worldbank.org

### Yann Burtin

Responsable, Europe de l'Ouest  
yburtin@worldbank.org

### Lin Cheng

Représentant, Chine et Souscripteur  
lcheng1@worldbank.org

### Olga Calabozo Garrido

Responsable, Amérique latine et Caraïbes  
ocalabozogarrido@worldbank.org

### Shuichi Hayashida

Chef par intérim, Japon, et responsable,  
Afrique de l'Ouest et Afrique du Centre  
shayashida@worldbank.org

### Tim Histed

Responsable, Asie du Sud-Est et Australasie  
thisted@worldbank.org

### Jaeyoung Jin

Responsable, Asie du Nord  
(Chine, Mongolie, Corée)  
jjin1@worldbank.org

### Jae Hyung Kwon

Responsable, Asie du Sud  
jkwon@worldbank.org

### Nkemjika Onwuamaegbu

Responsable régional, Afrique  
nonwuamaegbu@worldbank.org

### Olga Sclovsciaia

Responsable régionale,  
Europe de l'Est et Asie centrale  
osclovsciaia@worldbank.org

## COMPTABILITÉ ET REPORTING

### Thomas Obuya

Contrôleur senior et responsable  
des rapports sur la durabilité  
tobuya@worldbank.org

## RÉASSURANCE

### Frank Linden

Responsable, réassurance  
flinden@worldbank.org

## ANALYSES ÉCONOMIQUES ET DURABILITÉ

### Atia Byll-Cataria

Responsable du genre  
Abyllcataria@worldbank.org

### Hiroyuki Hatashima

Responsable en chef de l'évaluation  
hhatashima@worldbank.org

### Yasser Ibrahim

Chef de secteur, Durabilité 1  
yjbrahim@worldbank.org

### Moritz Nebe

Chef de secteur, unité des  
analyses économiques  
mnebe@worldbank.org

### Kate Wallace

Cheffe de secteur, durabilité 2  
kwallace@worldbank.org

## GESTION DU PORTEFEUILLE

### Hoda Moustafa

Responsable mondiale du portefeuille  
hmoustafa@worldbank.org

## PARTENARIATS

### Laura Alongo

Co-responsable des partenariats  
lalongo@worldbank.org

### Chinwe Binitie

Co-responsable des partenariats  
cbinitie@worldbank.org

## DEMANDES D'INFORMATIONS

migainquiry@worldbank.org

## PHOTOS

Couverture : Jack Swynnerton/World Bank  
Deuxième de couverture : gstock/Shutterstock  
Page 3 : Jodiann Anderson/World Bank  
Page 5 : Joseph Grant Ellis Jr. and Tyler Reed Stewart/World Bank  
Page 6 : Grant Ellis/World Bank  
Page 7 : Jenson/Shutterstock  
Page 9 : Yaw Niel/Shutterstock  
Page 10 : courage007/Shutterstock ; Gerardo Pesanteg/World Bank  
Page 11 : Africadventures/Shutterstock ; Dominic Chavez/International Finance Corporation ; NicoElNino/Shutterstock ; Emily Bartels-Bland/World Bank ; Tom Perry/World Bank  
Page 12 : Magnifical Procutions/Shutterstock ; hrui/Shutterstock ; Martchan/iStock ; Ronnachai Palas/Shutterstock ;  
Page 14 : songdech17/iStock  
Page 15 : Kolonko/iStock  
Page 16 : gabllima/Shutterstock  
Page 17 : Zoran Zeremski/Shutterstock  
Page 19 : Quang Nguyen Vinh/Pexels  
Page 22 : Gorodenkoff/Shutterstock  
Page 23 : PixelCatchers/iStock  
Page 24 : Phuong D. Nguyen/Shutterstock  
Page 25 : ChocoPie/Shutterstock  
Page 26 : MStudiolImages/iStock ; Joa Souza/Shutterstock  
Page 27 : Jeff\_Hu/iStock  
Page 29 : Oni Abimbola/Shutterstock  
Page 30 : Gorodenkoff/Shutterstock  
Page 33 : Shutter g/Shutterstock  
Page 34 : Oni Abimbola/Shutterstock  
Page 36 : Naveed Ashraf/Shutterstock  
Page 37 : PeopleImages.com - Yuri A/Shutterstock ; ultramansk/Shutterstock  
Page 38 : PeopleImages.com - Yuri A/Shutterstock  
Page 41 : hadynyah/iStock  
Page 42 : hadynyah/iStock  
Page 44 : PeopleImages.com - Yuri A/Shutterstock  
Pages 46-47 : Jeff\_Hu/Shutterstock  
Page 48 : golero/iStock  
Page 49 : FG Trade/iStock  
Page 50 : Jordan McGibney/Hexe Digital  
Page 51 : Johnstocker Production/Shutterstock  
Page 52 : Meridiam  
Page 53 : onuma Inthapong/iStock  
Page 54 : Ruslana Iurchenko/Shutterstock  
Page 57 : Hiroshi Matano, Junaid Kamal Ahmad, Ethiopis Tafara, Ariane Di Orio, Şebnem Erol Madan, Muhamet Bamba Fall, Aradhana Kumar-Capoor ; Grant Ellis/World Bank ; Deepti Jerath ; Ian Foulk/World Bank

## DROIT D'AUTEUR ET ATTRIBUTIONS

© Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) 2024  
1818 H Street NW, Washington, DC 20433  
[www.miga.org](http://www.miga.org)

Cet ouvrage a été établi par les services de l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) avec la contribution de collaborateurs extérieurs. Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes du présent document n'impliquent de la part de la MIGA aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement qu'elle reconnaît ou accepte ces frontières.

Le contenu de cette publication est uniquement destiné à des fins d'information générale et ne constitue pas des conseils juridiques, des conseils sur des titres ou des investissements, une opinion quant au caractère approprié d'un investissement ou une sollicitation, quelle qu'elle soit. En outre, les informations sont fournies strictement « en l'état », sans assurance ni représentation d'aucune sorte.

Rien de ce qui figure dans le présent ouvrage ne constitue ni ne peut être considéré comme une limitation des privilèges et immunités de l'Agence multilatérale de garantie des investissements, ni comme une renonciation à ces privilèges et immunités, qui sont expressément réservés.

## DROITS ET LICENCES

Le contenu de cette publication fait l'objet d'un dépôt légal. Parce que la MIGA encourage la diffusion de ses connaissances, cet ouvrage peut être reproduit, en tout ou en partie, à des fins non commerciales, à condition qu'elle soit pleinement citée comme étant la source et que toutes les autres autorisations requises à cette fin (comme indiqué dans les présentes) aient été obtenues. La MIGA ne garantit pas que le contenu de cet ouvrage ne porte pas atteinte aux droits de tierces parties, et décline toute responsabilité à cet égard. L'utilisateur du contenu assume seul le risque de réclamations ou de plaintes pour violation desdits droits. Pour réutiliser une composante de cet ouvrage, il vous appartient de juger si une autorisation est requise et de l'obtenir le cas échéant auprès du détenteur du droit d'auteur. Parmi les composantes, on citera, à titre d'exemple, les tableaux, les graphiques et les images. Pour tous renseignements sur les droits et licences, s'adresser au Groupe des affaires juridiques et des plaintes de la MIGA (écrire à : Chief Counsel, Operations & Policy), 1818 H Street NW, U12-1204, Washington, DC 20433.



**GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE**

LA BANQUE MONDIALE  
IBRD - IDA

**IFC**

Société Financière  
Internationale

**MIGA**

Agence multilatérale de  
garantie des investissements

